

Rapport trimestriel aux actionnaires

Résultats du deuxième trimestre

Pour le trimestre clos le 30 juin 2016

Rapport trimestriel aux actionnaires

Veuillez vous reporter à la page 5 pour prendre connaissance des mises en garde au sujet des déclarations prospectives et des mesures financières non définies par les IFRS.

Il est possible d'obtenir des exemplaires du présent rapport en se rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com ou en communiquant avec le Service du secrétariat général au 204 946-4388.

La Great-West et la conception graphique de la clé sont des marques de commerce de La Great-West, compagnie d'assurance-vie.

London Life et Financière Liberté 55 sont des marques de commerce de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.

Canada-Vie et le symbole social sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie.



RAPPORT TRIMESTRIEL AUX ACTIONNAIRES

Résultats pour le semestre allant du 1er janvier au 30 juin 2016

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes en date du 30 juin 2016 ont été approuvés par le conseil d'administration lors d'une réunion tenue aujourd'hui à Toronto.

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) a présenté un bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 671 M\$, ou 0,675 \$ par action ordinaire, pour le trimestre clos le 30 juin 2016, comparativement à 659 M\$, ou 0,661 \$ par action ordinaire, pour la période correspondante de 2015. Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le deuxième trimestre de 2016 a augmenté de 51 M\$, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 1 291 M\$, comparativement à 1 359 M\$ pour la période correspondante de 2015. Ce montant représente 1,300 \$ par action ordinaire pour le semestre clos le 30 juin 2016, comparativement à 1,363 \$ par action ordinaire pour la période correspondante de 2015.

L'actif administré consolidé au 30 juin 2016 s'est chiffré à environ 1,2 billion de dollars, une baisse de 28,7 G\$ par rapport au 31 décembre 2015.

Faits saillants pour le trimestre

- Les primes et dépôts de Lifeco pour le deuxième trimestre de 2016 se sont chiffrés à 28,2 G\$, ce qui représente une augmentation de 28 % par rapport au trimestre correspondant de 2015 :
 - Les primes et dépôts de l'exploitation canadienne se sont établis à 5,9 G\$, un montant comparable à
 celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la forte
 croissance des primes au sein des unités Assurance collective et Assurance individuelle, contrebalancée
 par la baisse des dépôts de l'unité Gestion du patrimoine.
 - Le montant des primes et dépôts de l'exploitation européenne s'est chiffré à 8,3 G\$, une hausse de 60 % principalement attribuable à l'augmentation des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande.
 - Le montant des primes et dépôts de Great-West Financial s'est chiffré à 2,6 G\$ US, une hausse de 27 % principalement attribuable à l'augmentation des dépôts liés aux produits de placement d'Empower Retirement découlant des souscriptions.
- Les souscriptions de Lifeco au deuxième trimestre de 2016 ont augmenté de 1 % par rapport au trimestre correspondant de 2015, pour s'établir à 24,9 G\$.
- Lifeco a maintenu un rendement des capitaux propres élevé de 14,0 %.
- La situation du capital de Lifeco est demeurée très solide. Le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MMPRCE) de La Great-West, compagnie d'assurance-vie se chiffrait à 232 % au 30 juin 2016.
- Lifeco a déclaré un dividende trimestriel de 0,3460 \$ par action ordinaire, payable le 30 septembre 2016.
- Lifeco, par l'intermédiaire de sa filiale Irish Life Group Limited (Irish Life), a conclu ses transactions précédemment annoncées visant l'acquisition d'Aviva Health Insurance Ireland Limited (Aviva Health) et la prise de contrôle de GloHealth Financial Services Limited (GloHealth). Aviva Health et GloHealth seront regroupées pour former l'un des principaux assureurs sur le marché irlandais de l'assurance-maladie.



RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life) et La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), ainsi que celui de Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et de Putnam Investments, LLC (Putnam), auquel s'ajoutent les résultats d'exploitation de l'exploitation générale de Lifeco. Aux fins de la présentation de l'information, les résultats d'exploitation consolidés sont regroupés en quatre secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne et l'exploitation générale de Lifeco, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 327 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016, contre 308 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015. Pour le semestre clos le 30 juin 2016, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 603 M\$, comparativement à 607 M\$ pour la période correspondante de 2015.

Les souscriptions ont totalisé 2,7 G\$ au deuxième trimestre de 2016, en baisse par rapport à 3,0 G\$ au deuxième trimestre de 2015, en raison de la diminution des souscriptions de l'unité Gestion du patrimoine, qui s'explique par une diminution des flux de trésorerie liés aux actifs dans le secteur ayant trait aux fonds distincts et aux fonds communs de placement. Les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont augmenté de 12 %, tandis que les souscriptions de produits d'assurance collective ont été comparables à celles enregistrées à l'exercice précédent. Les souscriptions ont totalisé 5,9 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2016, comparativement à 6,2 G\$ pour la période correspondante de 2015.

Le total de l'actif administré par l'exploitation canadienne au 30 juin 2016 se chiffrait à 171 G\$, comparativement à 166 G\$ au 31 décembre 2015.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 53 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016, soit un bénéfice net de 71 M\$ pour Great-West Financial et une perte nette de 18 M\$ pour Putnam, comparativement à un bénéfice net de 67 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015. Pour le semestre clos le 30 juin 2016, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 116 M\$, comparativement à 188 M\$ pour la période correspondante de 2015.

Pour le deuxième trimestre de 2016, les souscriptions de Great-West Financial se sont chiffrées à 4,7 G\$ US, en baisse par rapport au montant de 7,8 G\$ US enregistré au deuxième trimestre de 2015, en raison surtout de la baisse des importantes souscriptions de régime d'Empower Retirement. Les souscriptions pour le semestre clos le 30 juin 2016 ont été de 25,0 G\$ US, contre 15,8 G\$ US en 2015.

Au 30 juin 2016, l'actif géré de Putnam se chiffrait à 147,7 G\$ US, contre 156,3 G\$ US au 30 juin 2015, une baisse de 6 % qui s'explique principalement par les sorties d'actifs nettes et la détérioration des marchés. Au deuxième trimestre de 2016, les sorties d'actifs nettes se sont chiffrées à 0,7 G\$ US comparativement à 1,8 G\$ US pour le trimestre correspondant de 2015. Les entrées d'actifs nettes trimestrielles des comptes institutionnels de 1,7 G\$ US ayant été plus que contrebalancées par les sorties d'actifs nettes des fonds communs de placement de 2,4 G\$ US.

Au 30 juin 2016, le total de l'actif administré par l'exploitation américaine se chiffrait à 786 G\$, comparativement à 808 G\$ au 31 décembre 2015.



EXPLOITATION EUROPÉENNE

Le 23 juin 2016, la population du Royaume-Uni a voté en faveur de la sortie de l'Union européenne. La Compagnie a effectué une analyse approfondie des risques éventuels que cet événement comporte à l'égard de ses unités d'exploitation; en dépit de l'incertitude et de la volatilité accrue sur les marchés, les unités d'exploitation demeurent résilientes, et la Compagnie maintient une importante marge de manœuvre financière. L'exploitation européenne de la Compagnie est fondée sur des unités d'exploitation solides et stables et bénéficie d'un portefeuille de placement diversifié. Ces unités d'exploitation disposent d'une capitalisation adéquate, et la Compagnie est décidée à maintenir sa présence sur ces marchés. Les besoins des clients en matière d'assurance, de gestion du patrimoine et de rentes n'ont pas changé, et la Compagnie demeure bien positionnée pour continuer à les combler.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 293 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016, contre 289 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015. Pour le semestre clos le 30 juin 2016, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 580 M\$, comparativement à 575 M\$ pour la période correspondante de 2015.

Pour le deuxième trimestre de 2016, les souscriptions de produits d'assurance et de rentes se sont établies à 5,6 G\$, comparativement à 3,4 G\$ il y a un an, soit une augmentation de 63 %. Cette augmentation reflète principalement la vigueur continue des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande et l'augmentation des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni. Les souscriptions se sont chiffrées à 10,1 G\$ pour le semestre clos le 30 juin 2016, comparativement à 7,9 G\$ pour la période correspondante de 2015.

Le total de l'actif administré par l'exploitation européenne au 30 juin 2016 se chiffrait à 227 G\$, comparativement à 238 G\$ au 31 décembre 2015.

EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

L'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 2 M\$ attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le deuxième trimestre de 2016, comparativement à une perte nette de 5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015. Pour le semestre clos le 30 juin 2016, la perte nette s'est chiffrée à 8 M\$, un résultat comparable à la perte nette de 11 M\$ enregistrée pour la période correspondante de 2015.



DIVIDENDES TRIMESTRIELS

Lors de sa réunion d'aujourd'hui, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,3460 \$ par action sur les actions ordinaires de Lifeco payable le 30 septembre 2016 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 2 septembre 2016.

De plus, le conseil d'administration a approuvé le versement des dividendes trimestriels sur les actions privilégiées de Lifeco de la manière suivante :

Actions privilégiées de premier rang	Date de clôture des registres	Date de paiement	Montant par action
Série F	2 septembre 2016	30 septembre 2016	0,36875 \$
Série G	2 septembre 2016	30 septembre 2016	0,3250 \$
Série H	2 septembre 2016	30 septembre 2016	0,30313 \$
Série I	2 septembre 2016	30 septembre 2016	0,28125 \$
Série L	2 septembre 2016	30 septembre 2016	0,353125 \$
Série M	2 septembre 2016	30 septembre 2016	0,3625 \$
Série N	2 septembre 2016	30 septembre 2016	0,1360 \$
Série O	2 septembre 2016	30 septembre 2016	0,116638 \$
Série P	2 septembre 2016	30 septembre 2016	0,3375 \$
Série Q	2 septembre 2016	30 septembre 2016	0,321875\$
Série R	2 septembre 2016	30 septembre 2016	0,3000 \$
Série S	2 septembre 2016	30 septembre 2016	0,328125 \$

payables en entier le 30 septembre 2016 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 2 septembre 2016.

Le président et chef de la direction,

P. A. Mahon

Le 3 août 2016



RAPPORT DE GESTION POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 30 JUIN 2016 DATÉ DU 3 AOÛT 2016

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016, ainsi qu'une comparaison avec les périodes correspondantes de 2015, avec le trimestre clos le 31 mars 2016 et avec la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 2015. Le présent rapport de gestion consiste en des commentaires généraux suivis d'une analyse du rendement des trois principaux secteurs à présenter de Lifeco, soit les exploitations canadienne, américaine et européenne.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de Lifeco, lesquels constituent la base des données présentées dans le présent rapport, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), sauf indication contraire, et sont présentés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 juin 2016. Le lecteur est aussi prié de se reporter au rapport de gestion et aux états financiers consolidés annuels de 2015 figurant dans le rapport annuel de 2015 de la Compagnie.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion peut renfermer des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « compter », « croire », « estimer », d'autres expressions semblables ainsi que les formes négatives de ces termes. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur l'exploitation, les activités, la situation financière, la performance financière prévue (y compris les produits, le bénéfice ou les taux de croissance) et les stratégies ou les perspectives commerciales courantes de la Compagnie, ainsi que sur les mesures futures qu'elle pourrait prendre, y compris les déclarations qu'elle pourrait faire à l'égard des avantages qu'elle prévoit retirer des acquisitions et des dessaisissements. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions à l'égard d'événements futurs qui étaient établies au moment des déclarations et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la Compagnie, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble, y compris les secteurs de l'assurance et des fonds communs de placement. Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future, et le lecteur est prié de noter que les événements et les résultats réels pourraient s'avérer significativement différents de ceux qui sont énoncés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. Les facteurs et les hypothèses significatifs qui ont servi à formuler les déclarations prospectives contenues dans le présent document comprennent l'hypothèse selon laquelle la conjoncture dans laquelle la Compagnie exerce ses activités demeurera essentiellement inchangée, ce qui comprend, de façon non limitative, le comportement des clients, la réputation de la Compagnie, les prix du marché pour les produits offerts, le niveau des souscriptions, les primes reçues, les honoraires, les charges, les résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité, les taux de déchéance, la réassurance, les ententes, les besoins de liquidités, les exigences de capital, les notations, les impôts, l'inflation, les taux d'intérêt et de change, la valeur des placements, les activités de couverture, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, ainsi que d'autres conditions générales sur le plan économique et politique ou relatives aux marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale. Plusieurs de ces hypothèses reposent sur des facteurs et des événements sur lesquels la Compagnie n'exerce aucun contrôle, et rien ne garantit qu'elles se révéleront exactes. Les autres facteurs importants et hypothèses importantes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux présentés dans les déclarations prospectives comprennent les réactions des clients aux nouveaux produits, la dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles, la capacité de la Compagnie à mettre à exécution les plans stratégiques et à y apporter des changements, les changements technologiques, les violations ou les défaillances des systèmes informatiques et de la sécurité (y compris les cyberattaques), les paiements requis aux termes de produits de placement, les changements sur le plan de la réglementation et des lois locales et internationales, les changements liés aux méthodes comptables, l'incidence de l'application de modifications de méthodes comptables futures, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues, les catastrophes, le maintien et la disponibilité du personnel et des tiers fournisseurs de services et la capacité de la Compagnie à effectuer des opérations stratégiques et à intégrer les acquisitions et les changements significatifs imprévus à l'égard des installations, des clients, des relations avec les employés et des ententes liées aux créances de la Compagnie. Le lecteur est prié de noter que la liste des hypothèses et facteurs précités n'est pas exhaustive et qu'il existe d'autres facteurs mentionnés dans d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières, y compris ceux figurant dans le rapport de gestion annuel de 2015 de la Compagnie aux rubriques Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle et Sommaire des estimations comptables critiques. Ces documents ainsi que d'autres documents déposés peuvent être consultés à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur est également invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, les incertitudes et les événements éventuels, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. À moins que la loi applicable ne l'exige expressément, la Compagnie n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.





MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non définies par les IFRS qui sont désignées, sans s'y limiter, par les termes « bénéfice d'exploitation », « taux de change constant », « primes et dépôts », « souscriptions », « actif géré », « actif administré » et d'autres expressions semblables. Les mesures financières non définies par les IFRS constituent, pour la direction et les investisseurs, des mesures additionnelles de la performance qui les aident à évaluer les résultats lorsqu'il n'existe aucune mesure comparable définie par les IFRS. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne peuvent être comparées directement à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Se reporter aux rapprochements appropriés entre ces mesures et les mesures définies par les IFRS.



RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

Principales données financières consolidées (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action	1)								
(en millions de dollars canadiens, saur les montants par action		poi	ur les trime	stre	es clos les	Pour les semes	Pour les semestres clos les		
	30 juin 2016	-	31 mars 2016		30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015		
Primes et dépôts :									
Montants présentés dans les états financiers									
Primes reçues, montant net (produits d'assurance-vie, de rentes garanties et d'assurance-maladie)	6 871	\$	7 015	\$	5 516 \$	13 886 \$	12 448 \$		
Dépôts des titulaires de polices (fonds distincts) :									
Produits de l'Individuelle	3 213		3 689		3 031	6 902	6 012		
Produits de la Collective	1 858		2 238		1 835	4 096	3 870		
Primes et dépôts présentés dans les états financiers	11 942		12 942		10 382	24 884	22 330		
Équivalents des primes des régimes autofinancés (contrats de services administratifs seulement) ⁽¹⁾	707		698		659	1 405	1 321		
Dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ⁽¹⁾	15 522		16 354		11 032	31 876	23 970		
Total des primes et dépôts ⁽¹⁾	28 171		29 994		22 073	58 165	47 621		
Honoraires et autres produits	1 231		1 254		1 226	2 485	2 484		
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices ⁽²⁾	10 035		9 678		1 588	19 713	11 477		
Bénéfice									
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires Par action ordinaire	671	\$	620	\$	659 \$	1 291 \$	1 359 \$		
Bénéfice de base	0,675		0,625		0,661	1,300	1,363		
Dividendes versés	0,346		0,346		0,326	0,692	0,652		
Valeur comptable	19,04		19,29		18,28				
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires ⁽³⁾									
Bénéfice net	14,0	%	14,0	%	15,7 %)			
Total de l'actif selon les états financiers	390 251	\$	390 245	\$	376 428 \$				
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ⁽⁴⁾	243 688		237 984		232 168	_			
Total de l'actif géré ⁽⁴⁾	633 939		628 229		608 596				
Autres actifs administrés ⁽⁵⁾	549 878		558 290		539 259	_			
Total de l'actif administré	1 183 817	\$	1 186 519	\$	1 147 855 \$	=			
Total des capitaux propres	24 201	\$	24 531	\$	23 470 \$	_			

En plus des primes et dépôts présentés dans les états financiers, la Compagnie inclut les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS) et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs dans le calcul du total des primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS). Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle est un indicateur de la croissance des résultats bruts.

Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent l'incidence de la variation de la juste valeur des actifs couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires est présenté en détail à la rubrique portant sur la répartition du capital.

Le rendement des capitaux propries attribuables aux deteriteurs à actions originalies est présente en detail à la fubrique portait sur la répartiture du capital. Le total de l'actif géré (une mesure financière non définie par les IFRS) est un indicateur de la taille et du volume des activités générales de la Compagnie. Les services offerts relativement à l'actif géré comprennent le choix des placements, la prestation de conseils sur les placements et la gestion de portefeuilles discrétionnaires au nom des clients. L'actif géré est composé des fonds gérés à l'externe et à l'interne dont la Compagnie surveille les politiques de placement. Les autres actifs administrés (une mesure financière non définie par les IFRS) comprennent les actifs pour lesquels la Compagnie ne fournit que des services

administratifs, contre des honoraires et autres produits. Les clients sont les propriétaires véritables de ces actifs et la Compagnie ne dirige pas les activités de placement. Les services offerts relativement aux actifs administrés comprennent la tenue de livres, les services de garde, la collecte des produits tirés des placements, le règlement de transactions et d'autres services administratifs. Les services administratifs représentent un secteur important des activités générales de la Compagnie et doivent être pris en compte lorsque les volumes, les tailles et les tendances sont comparés.



BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie) et Irish Life Group Limited (Irish Life), ainsi que celui de Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et de Putnam Investments, LLC (Putnam), auquel s'ajoutent les résultats d'exploitation de l'exploitation générale de Lifeco.

Le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (le bénéfice net) pour le trimestre clos le 30 juin 2016 s'est chiffré à 671 M\$, contre 659 M\$ il y a un an et 620 M\$ au trimestre précédent. Ce montant représente 0,675 \$ par action ordinaire (0,674 \$ après dilution) pour le deuxième trimestre de 2016, comparativement à 0,661 \$ par action ordinaire (0,659 \$ après dilution) il y a un an et à 0,625 \$ par action ordinaire (0,623 \$ après dilution) au trimestre précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est chiffré à 1 291 M\$, contre 1 359 M\$ il y a un an. Ce montant représente 1,300 \$ par action ordinaire (1,298 \$ après dilution) pour 2016, comparativement à 1,363 \$ par action ordinaire (1,359 \$ après dilution) il y a un an.

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordin	naires				
	Pour le	s trimestres clo	s les	Pour les semes	tres clos les
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	80 \$	92 \$	88 \$	172 \$	165 \$
Gestion du patrimoine	104	101	122	205	244
Assurance collective	125	67	96	192	205
Exploitation générale canadienne	18	16	2	34	(7)
	327	276	308	603	607
Exploitation américaine					
Services financiers	74	90	72	164	192
Gestion d'actifs	(18)	(25)	(3)	(43)	(1)
Exploitation générale américaine	(3)	(2)	(2)	(5)	(3)
	53	63	67	116	188
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	225	226	207	451	423
Réassurance	74	63	92	137	169
Exploitation générale européenne	(6)	(2)	(10)	(8)	(17)
	293	287	289	580	575
Exploitation générale de Lifeco	(2)	(6)	(5)	(8)	(11)
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	671 \$	620 \$	659 \$	1 291 \$	1 359 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du bénéfice net de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur le bénéfice net sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.



INCIDENCE DES MARCHÉS

Référendum au Royaume-Uni

Le 23 juin 2016, la population du Royaume-Uni a voté en faveur de la sortie de l'Union européenne (UE). La Compagnie a effectué une analyse approfondie des risques éventuels que cet événement comporte à l'égard de ses unités d'exploitation; en dépit de l'incertitude et de la volatilité accrue sur les marchés obligataires, boursiers et des devises, les unités d'exploitation demeurent résilientes, et la Compagnie maintient une importante marge de manœuvre financière. L'exploitation européenne de la Compagnie est fondée sur des unités d'exploitation solides et stables et bénéficie d'un portefeuille de placement diversifié. Ces unités d'exploitation disposent d'une capitalisation adéquate, et la Compagnie est décidée à maintenir sa présence sur ces marchés. L'incidence du référendum sur l'exploitation européenne et la réglementation Solvabilité II font l'objet d'explications plus détaillées à la section « Exploitation européenne » du rapport de gestion.

Les répercussions du vote sur le portefeuille d'actifs de la Compagnie sont présentées à la section « Actif investi » du rapport de gestion. Deux agences de notation ont abaissé la notation de crédit du Royaume-Uni à AA, et une troisième agence a attribué la notation Aa1 au pays en raison des perspectives négatives. Les immeubles de placement ont également été touchés. Un rajustement de 3,5 % a été appliqué pour réduire la valeur comptable des biens immobiliers que détenait le fonds général au Royaume-Uni au 30 juin 2016. La Compagnie considère les valeurs de marché à long terme et elle détient des contrats de location à long terme sur ses immeubles de placement. Puisque la plupart de ces actifs soutiennent des passifs relatifs aux contrats d'assurance, les variations de la valeur de marché ont été contrebalancées en grande partie par une variation correspondante des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui s'est traduit par une incidence négligeable sur le bénéfice net au deuxième trimestre de 2016.

Après le vote, la livre sterling s'est dépréciée d'environ 10 % par rapport au dollar canadien. Cette baisse a eu une incidence négligeable sur le bénéfice net converti au taux moyen pour le trimestre. Dans le bilan, la faiblesse du cours au comptant de la livre sterling au 30 juin 2016 touche principalement les profits et les pertes de change latents sur la conversion des établissements à l'étranger, puisque les devises des actifs et des passifs correspondants sont bien appariées. L'incidence sur la conversion des établissements à l'étranger est présentée à la section « Incidence des marchés – Devises » dans le rapport de gestion. Pour une description détaillée de la sensibilité de la Compagnie à la fluctuation des devises, se reporter à la section « Gestion des risques » du rapport de gestion annuel de 2015 de la Compagnie.

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt dans les pays où la Compagnie exerce ses activités ont diminué au cours du trimestre, mais cette diminution n'a pas eu d'incidence sur l'étendue des scénarios de taux d'intérêt pris en compte dans le cadre du processus d'évaluation. La fluctuation nette des taux d'intérêt n'a eu aucune incidence significative sur le bénéfice net, mais a contribué à la diminution du ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MMPRCE).

Afin de réduire son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, la Compagnie suit un processus rigoureux lorsqu'elle effectue l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif. Par conséquent, l'incidence de la variation de la juste valeur des obligations couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance comptabilisées par le biais du résultat net est pour l'essentiel contrebalancée par une variation équivalente au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 juin 2016 pour une description détaillée de la sensibilité de la Compagnie aux fluctuations des taux d'intérêt.



Marchés boursiers

Dans les régions où la Compagnie exerce ses activités, les niveaux moyens des marchés boursiers pour le deuxième trimestre de 2016 ont affiché une baisse par rapport à la période correspondante de 2015. Par rapport aux prévisions de la Compagnie, la fluctuation de la moyenne des niveaux des marchés et la volatilité des marchés ont eu une incidence défavorable d'environ 5 M\$ sur le bénéfice net au cours du deuxième trimestre de 2016 et de 18 M\$ depuis le début de l'exercice 2016 (incidence défavorable de 1 M\$ et incidence favorable de 7 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2015), qui se rapporte aux honoraires liés aux actifs de la Compagnie et au coût des garanties en cas de décès et à l'échéance ou des prestations de revenu de certains produits de gestion du patrimoine offerts par la Compagnie. En outre, le bénéfice net a subi l'incidence favorable d'environ 3 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2016, et l'incidence défavorable de 4 M\$ depuis le début de l'exercice 2016 (incidence défavorable de 2 M\$ et incidence favorable de 5 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2015) qui se rapporte aux placements en capitaux de lancement détenus par l'unité Gestion d'actifs et l'exploitation générale canadienne.

Par rapport au deuxième trimestre de 2015, la moyenne des niveaux des marchés boursiers du deuxième trimestre de 2016 a diminué de 8 % au Canada (indice S&P/TSX), de 1 % aux États-Unis (indice S&P 500), de 18 % dans la grande région européenne (indice EURO STOXX 50) et de 10 % au Royaume-Uni (indice FTSE 100), ce qui a influé sur les honoraires. À la clôture du deuxième trimestre de 2016, les principaux indices boursiers affichaient des hausses de 4 % au Canada, de 2 % aux États-Unis et de 5 % au Royaume-Uni; toutefois, ils affichaient des baisses de 5 % dans la grande région européenne, par rapport au 31 mars 2016.

<u>Devises</u>

Dans le présent document, des termes sont utilisés pour souligner l'incidence du taux de change sur les résultats, par exemple « taux de change constant », « incidence de la fluctuation des devises » et « incidence des fluctuations liées à la conversion des devises ». Ces mesures ont été établies d'après les taux moyens ou les taux à la fin de la période, suivant le cas, en vigueur à la date de la période correspondante. Ces mesures non définies par les IFRS fournissent des renseignements utiles, car elles accroissent la comparabilité des résultats entre les périodes.

Au cours du deuxième trimestre de 2016, le taux de change moyen du dollar américain et de l'euro a augmenté par rapport au deuxième trimestre de 2015, tandis que le taux de change moyen de la livre sterling a diminué. L'incidence globale des fluctuations des devises sur le bénéfice net de la Compagnie s'est traduite par une croissance de 5 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2016 (28 M\$ depuis le début de l'exercice), par rapport aux taux de change en vigueur il y a un an.

Du 31 mars 2016 au 30 juin 2016, les taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation qui ont servi à convertir en dollars canadiens l'actif et le passif libellés en livres sterling et en euros ont diminué. Le taux en vigueur sur le marché au 30 juin 2016 pour le dollar américain est demeuré stable par rapport au 31 mars 2016. Les fluctuations des taux en vigueur sur le marché à la fin de la période ont donné lieu à des pertes de change latentes de 491 M\$ sur la conversion des établissements à l'étranger pour le trimestre considéré, compte tenu des activités de couverture connexes (pertes nettes latentes de 1 466 M\$ depuis le début de l'exercice). Ces montants ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Les taux de change pour la période considérée et la période comparative sont présentés en détail à la rubrique Conversion des devises.

RÉVISION DES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Au cours du deuxième trimestre de 2016, la Compagnie a révisé un certain nombre d'hypothèses, ce qui a eu une incidence positive de 112 M\$ sur le bénéfice net, comparativement à 74 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 48 M\$ pour le trimestre précédent. Pour l'exploitation européenne, des changements à la modélisation des provisions pour pertes sur créances futures et d'autres raffinements de la modélisation ont eu une incidence positive de 112 M\$ sur le bénéfice net. Pour l'exploitation canadienne, quelques compensations dans les hypothèses actuarielles ont contribué à une incidence négligeable sur le bénéfice net.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, la révision des hypothèses a eu une incidence positive de 160 M\$ sur le bénéfice net, comparativement à 156 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.



PRIMES ET DÉPÔTS ET SOUSCRIPTIONS

Le total des primes et dépôts (une mesure financière non définie par les IFRS) comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, déduction faite de la réassurance cédée (une mesure définie par les IFRS), ainsi que les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS), les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective, et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs. Cette mesure est un indicateur de la croissance des résultats bruts.

Les souscriptions (une mesure financière non définie par les IFRS) de produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque comprennent la totalité des primes uniques et des primes annualisées prévues pour les douze premiers mois du régime. Les souscriptions d'assurance collective et de SAS reflètent les primes annualisées et les équivalents de primes pour les nouvelles polices et les nouveaux avantages couverts ou l'expansion de la couverture des polices existantes. Dans le cas des produits de gestion du patrimoine individuels, les souscriptions comprennent les dépôts des produits de fonds distincts, les dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ainsi que les dépôts des fonds communs de placement non exclusifs. Dans le cas des produits de gestion du patrimoine collectifs, les souscriptions comprennent les actifs transférés d'anciens fournisseurs de régimes et les cotisations annuelles prévues au nouveau régime. Cette mesure est un indicateur de la croissance des nouvelles affaires.

Primes et dépôts					_	
	Pour les trimestres clos les		Pour les semes	stres clos les		
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015	
Exploitation canadienne						
Assurance individuelle	1 294 \$	1 236 \$	1 216 \$	2 530 \$	2 370 \$	
Gestion du patrimoine	2 496	2 726	2 713	5 222	5 524	
Assurance collective	2 100	2 074	1 940	4 174	3 888	
	5 890	6 036	5 869	11 926	11 782	
Exploitation américaine						
Services financiers	3 327	3 729	2 504	7 056	5 234	
Gestion d'actifs	10 623	12 388	8 507	23 011	18 739	
	13 950	16 117	11 011	30 067	23 973	
Exploitation européenne						
Assurance et rentes	6 293	5 674	4 116	11 967	9 276	
Réassurance	2 038	2 167	1 077	4 205	2 590	
	8 331	7 841	5 193	16 172	11 866	
Total des primes et dépôts	28 171 \$	29 994 \$	22 073 \$	58 165 \$	47 621 \$	
Souscriptions						
•	Pour le	s trimestres clo	s les	Pour les semestres clos les		
	30 juin	31 mars	30 juin	30 juin	30 juin	
	2016	2016	2015	2016	2015	
Exploitation canadienne	2 677 \$	3 268 \$	3 016 \$	5 945 \$	6 199 \$	
Exploitation américaine	16 665	40 158	18 131	56 823	38 254	
Exploitation européenne – Assurance						
et rentes	5 550	4 574	3 396	10 124	7 852	
Total des souscriptions	24 892 \$	48 000 \$	24 543 \$	72 892 \$	52 305 \$	

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du total des primes et dépôts et des souscriptions de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur les primes et dépôts et les souscriptions sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.



PRODUITS NETS TIRÉS DES PLACEMENTS

Produits nets tirés des placements						
•	Pour le	s trimestres clo	s les	Pour les semes	Pour les semestres clos les	
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015	
Produits tirés des placements – gagnés (déduction faite des charges liées aux immeubles de placement)	1 571 \$	1 656 \$	1 515 \$	3 227 \$	2 990 \$	
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances Profits nets réalisés	(16) 48	(7) 51	<u> </u>	(23) 99	1 116	
Produits tirés des placements – réguliers Frais de placement	1 603 (27)	1 700 (27)	1 544 (25)	3 303 (54)	3 107 (52)	
Produits nets tirés des placements – réguliers	1 576	1 673	1 519	3 249	3 055	
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	3 129	2 410	(4 037)	5 539	(1 084)	
Produits nets tirés des placements	4 705 \$	4 083 \$	(2 518) \$	8 788 \$	1 971 \$	

Au deuxième trimestre de 2016, les produits nets tirés des placements, qui comprennent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont augmenté de 7 223 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les variations de la juste valeur au deuxième trimestre de 2016 se sont soldées par une augmentation de 3 129 M\$, comparativement à une diminution de 4 037 M\$ au deuxième trimestre de 2015, principalement en raison d'une baisse des rendements des obligations au deuxième trimestre de 2016, alors qu'ils avaient augmenté au deuxième trimestre de 2015. Les variations de la juste valeur au deuxième trimestre de 2016 ont également subi l'incidence de la vente d'un immeuble de placement du portefeuille canadien pour un produit brut de 368 M\$. L'évaluation de ce bien immobilier a eu une incidence favorable de 28 M\$ sur les produits nets tirés des placements au deuxième trimestre de 2016, comparativement à 1 M\$ au deuxième trimestre de 2015.

Au deuxième trimestre de 2016, les produits nets tirés des placements réguliers de 1 576 M\$, qui excluent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont augmenté de 57 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique principalement par l'incidence des fluctuations des devises, alors que le dollar américain s'est raffermi par rapport au dollar canadien, ainsi que par la hausse des profits nets réalisés. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 18 M\$ au deuxième trimestre de 2016, comparativement à 20 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les produits nets tirés des placements ont augmenté de 6 817 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations de la juste valeur pour le premier semestre de 2016 se sont soldées par une augmentation de 5 539 M\$, comparativement à une diminution des justes valeurs de 1 084 M\$ au cours de la période correspondante de 2015, principalement en raison d'une baisse des rendements des obligations au premier semestre de 2016, alors que les rendements des obligations au Royaume-Uni et aux États-Unis avaient augmenté au premier semestre de 2015.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les produits nets tirés des placements réguliers ont augmenté de 194 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique principalement par l'incidence des fluctuations des devises, le dollar américain s'étant raffermi par rapport au dollar canadien. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 49 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2016, comparativement à 94 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Au deuxième trimestre de 2016, les produits nets tirés des placements ont augmenté de 622 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des augmentations nettes de la juste valeur de 3 129 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2016, comparativement à des augmentations nettes de 2 410 M\$ au trimestre précédent. L'augmentation nette des justes valeurs au cours du deuxième trimestre est surtout attribuable à une diminution plus marquée des rendements des obligations au Canada et au Royaume-Uni comparativement au trimestre précédent.



Marchés du crédit

Au deuxième trimestre de 2016, la Compagnie a enregistré des charges nettes sur les placements ayant subi une perte de valeur, y compris les cessions, qui ont eu une incidence défavorable de 18 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (reprise nette de 4 M\$ au deuxième trimestre de 2015). Les charges enregistrées au cours du trimestre découlent principalement de pertes de valeur sur des prêts hypothécaires liées à l'insolvabilité de British Home Stores (BHS), un important détaillant au Royaume-Uni. La modification des notations du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence négligeable sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (charge nette de 16 M\$ au deuxième trimestre de 2015).

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, la Compagnie a enregistré des charges nettes sur les placements ayant subi une perte de valeur, y compris les cessions, qui ont eu une incidence défavorable de 22 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (reprise nette de 7 M\$ pour la période correspondante de 2015), essentiellement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels. La modification des notations du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une diminution nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence favorable de 14 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires depuis le début de l'exercice (charge nette de 22 M\$ pour la période correspondante de 2015).

HONORAIRES ET AUTRES PRODUITS

En plus d'offrir des produits d'assurance fondés sur le risque traditionnels, la Compagnie offre certains produits suivant le principe de l'utilisateur payeur. Les plus importants produits de ce groupe sont les fonds distincts et les fonds communs de placement, pour lesquels la Compagnie reçoit des honoraires de gestion de placements liés à l'actif géré et d'autres honoraires, et les contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective au prix coûtant majoré.

Honoraires et autres produits					
•	Pour le	es trimestres clo	s les	Pour les semes	stres clos les
-	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Exploitation canadienne Fonds distincts, fonds communs de					
placement et autres	327 \$	319 \$	327 \$	646 \$	646 \$
Contrats SAS	42	43	39	85	78
_	369	362	366	731	724
Exploitation américaine Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	555	571	577	1 126	1 150
Exploitation européenne Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	307	321	283	628	610
Total des honoraires et autres produits	1 231 \$	1 254 \$	1 226 \$	2 485 \$	2 484 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des honoraires et autres produits de la Compagnie sur une base brute. Des commentaires additionnels sur les honoraires et autres produits sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.



SOMMES VERSÉES OU CRÉDITÉES AUX TITULAIRES DE POLICES

Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices

	Pour le	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015	
Exploitation canadienne	3 632 \$	3 301 \$	1 460 \$	6 933 \$	5 225 \$	
Exploitation américaine	1 996	2 112	543	4 108	1 664	
Exploitation européenne	4 407	4 265	(415)	8 672	4 588	
Total	10 035 \$	9 678 \$	1 588 \$	19 713 \$	11 477 \$	

Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent les règlements des sinistres liés à l'assurance-vie et à l'assurance-maladie, les rachats de police, les rentes, les versements échus, les paiements des garanties à l'égard des fonds distincts, les participations des titulaires de polices, les bonifications et la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement. Les variations des passifs relatifs aux contrats comprennent l'incidence des variations de la juste valeur de certains actifs investis couvrant les passifs et des variations de la provision pour pertes sur créances futures. Cependant, ces montants ne tiennent pas compte du montant des prestations liées aux contrats SAS, aux fonds distincts et aux fonds communs de placement.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2016, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 10,0 G\$, ce qui comprend un montant de 6,0 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de polices et un montant de 4,0 G\$ au titre de l'augmentation des passifs relatifs aux contrats. L'augmentation de 8,4 G\$ par rapport à la période correspondante de 2015 comprend une hausse de 7,4 G\$ de la variation des passifs relatifs aux contrats et une hausse de 1,0 G\$ des paiements de prestations. Cette augmentation de la variation des passifs relatifs aux contrats s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance découlant de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe. L'augmentation des paiements de prestations découle principalement des nouveaux traités et des traités restructurés en matière de réassurance ainsi que de l'incidence des fluctuations des devises.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 19,7 G\$, ce qui comprend un montant de 12,6 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de polices et un montant de 7,1 G\$ au titre de l'augmentation des passifs relatifs aux contrats. L'augmentation de 8,2 G\$ par rapport à la période correspondante de 2015 comprend une hausse de 6,2 G\$ de la variation des passifs relatifs aux contrats et une hausse de 2,0 G\$ des paiements de prestations. Cette hausse de la variation des passifs relatifs aux contrats s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance découlant de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, facteur atténué par l'acquisition des activités de rentes de The Equitable Life Assurance Society (Equitable Life) qui avait entraîné une augmentation des passifs liés aux contrats au cours du premier trimestre de 2015. L'augmentation des paiements de prestations découle principalement des nouveaux traités et des traités restructurés en matière de réassurance ainsi que de l'incidence des fluctuations des devises.

Par rapport au trimestre précédent, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices ont augmenté de 0,4 G\$. Cette augmentation comprend une hausse de 0,9 G\$ de la variation des passifs relatifs aux contrats, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance découlant de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, partiellement contrebalancés par la baisse de 0,5 G\$ des paiements de prestations découlant principalement de l'incidence des fluctuations des devises.



IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie est généralement inférieur à son taux d'imposition prévu par la loi, qui se chiffre à 26,75 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits non imposables tirés des placements et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

Au deuxième trimestre de 2016, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 10 %, en baisse comparativement à 11 % au deuxième trimestre de 2015. Les modifications de certaines estimations liées à l'impôt ont eu une incidence plus favorable sur le taux d'imposition effectif au deuxième trimestre de 2016.

La Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 7 % pour le semestre clos le 30 juin 2016, comparativement à 17 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du taux d'imposition effectif de la Compagnie tient principalement au fait qu'un pourcentage plus élevé du bénéfice de la Compagnie était composé de produits tirés des placements non imposables et de produits assujettis à des taux d'imposition inférieurs dans des territoires étrangers. Au cours du premier trimestre de 2016, des éléments non récurrents d'un total de 66 M\$ ont fait diminuer le taux d'imposition effectif de 5 % pour le premier semestre de 2016, principalement en raison des décisions prises à l'égard de l'impôt et des règlements conclus avec les autorités fiscales.

Au deuxième trimestre de 2016, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 10 %, ce qui représente une hausse comparativement à 3 % au premier trimestre de 2016. Les éléments non récurrents évoqués pour expliquer les résultats depuis le début de l'exercice avaient fait diminuer le taux d'imposition effectif de 10 % au premier trimestre de 2016.



SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Actif administré				
	Exploitation canadienne	30 juir Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				-
Actif investi	69 739 \$	43 402 \$	47 472 \$	160 613 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 131	2 313	2 300	9 744
Autres actifs	3 080	4 672	19 417	27 169
Actif net des fonds distincts	71 963	34 393	86 369	192 725
Total de l'actif	149 913	84 780	155 558	390 251
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et				
des comptes institutionnels	5 378	205 830	32 480	243 688
Total de l'actif géré	155 291	290 610	188 038	633 939
Autres actifs administrés	15 537	495 366	38 975	549 878
Total de l'actif administré	170 828 \$	785 976 \$	227 013 \$	1 183 817 \$
		31 décem	bre 2015	
	Exploitation	Exploitation	Exploitation	
	canadienne	américaine	européenne	Total
Actif				
Actif investi	67 701 \$	43 809 \$	50 071 \$	161 581 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 132	2 465	2 352	9 949
Autres actifs	2 793	4 535	22 883	30 211
Actif net des fonds distincts	70 269	35 966	91 959	198 194
Total de l'actif	145 895	86 775	167 265	399 935
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et				
des comptes institutionnels	5 039	218 231	29 210	252 480
Total de l'actif géré	150 934	305 006	196 475	652 415
Autres actifs administrés	15 390	503 125	41 587	560 102
Total de l'actif administré	166 324 \$	808 131 \$	238 062 \$	1 212 517 \$

Au 30 juin 2016, le total de l'actif administré avait diminué de 28,7 G\$ par rapport au 31 décembre 2015 pour atteindre 1,2 billion de dollars, essentiellement en raison de l'incidence des fluctuations des devises, lesquelles sont attribuables au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, à l'euro et à la livre sterling, facteur contrebalancé en partie par l'incidence positive de la fluctuation des marchés et la croissance des nouvelles affaires.

ACTIF INVESTI

La Compagnie est responsable de l'administration de l'actif de son fonds général en vue de satisfaire à ses besoins en matière de flux de trésorerie, de liquidités et de rentabilité des produits d'assurance et d'investissement. Elle se conforme à des politiques de placement prudentes de manière à éviter que l'actif soit indûment exposé aux risques de concentration, de crédit ou de marché. La Compagnie met en œuvre des stratégies cadrant avec ses politiques globales, qu'elle révise et rajuste périodiquement pour tenir compte des flux de trésorerie, du passif et de la conjoncture des marchés financiers. La majorité des placements du fonds général sont constitués de titres à revenu fixe à moyen et à long terme, principalement des obligations et des prêts hypothécaires, qui reflètent la nature du passif de la Compagnie.



Portefeuille d'obligations – La Compagnie a pour politique d'acquérir seulement des obligations de grande qualité, en suivant des politiques de placement prudentes et bien définies. Au 30 juin 2016, le total du portefeuille d'obligations, y compris les placements à court terme, se chiffrait à 114,8 G\$, soit 71 % de l'actif investi, contre 114,9 G\$, ou 71 % de l'actif investi, au 31 décembre 2015. Au cours du deuxième trimestre de 2016, les obligations d'État au Royaume-Uni et d'autres obligations d'États ont vu passer leur notation de AAA à AA; une décision des agences de notation directement attribuable au vote du Royaume-Uni en faveur du retrait de l'UE, ce qui a entraîné une modification de l'ordre de répartition entre les catégories de notation. La qualité globale du portefeuille d'obligations est demeurée élevée, 99 % du portefeuille étant coté de bonne qualité et 81 % ayant la notation A ou une notation supérieure.

Qualité des obligations du portefeuille				_
	30 juin 2016		31 décembre 2015	
AAA	26 977 \$	24 %	36 434 \$	32 %
AA	30 406	26	20 364	18
A	35 565	31	35 623	31
BBB	20 562	18	20 984	18
BB ou inférieure	1 292	1	1 538	1
Total	114 802 \$	100 %	114 943 \$	100 %

Portefeuille de prêts hypothécaires – La Compagnie a pour politique d'acquérir uniquement des prêts hypothécaires commerciaux de grande qualité qui répondent à des normes de tarification et à des critères de diversification stricts. La Compagnie a un système de classification des risques bien défini, qu'elle utilise dans le cadre de ses processus de tarification et de surveillance du crédit pour les prêts commerciaux. Les spécialistes des prêts hypothécaires de la Compagnie sont responsables du montage des prêts hypothécaires résidentiels et ils suivent des normes de tarification bien établies. Les prêts sont bien diversifiés dans chaque région géographique, et les exigences de diversification propres aux prêts hypothécaires non assurés sont satisfaites.

ires					
	30 juin 2	31 décembr	31 décembre 2015		
					_
Assurés	Non assurés	Total		Total	
730 \$	1 284 \$	2 014 \$	9 %	1 962 \$	9 %
3 024	3 110	6 134	29	5 821	26
237	13 188	13 425	62	14 238	65
3 991 \$	17 582 \$	21 573 \$	100 %	22 021 \$	100 %
	Assurés 730 \$ 3 024 237	Assurés Non assurés 730 \$ 1 284 \$ 3 024 3 110 237 13 188	30 juin 2016 Assurés Non assurés Total 730 \$ 1 284 \$ 2 014 \$ 3 024 3 110 6 134 237 13 188 13 425	30 juin 2016 Assurés Non assurés Total 730 \$ 1 284 \$ 2 014 \$ 9 % 3 024 3 110 6 134 29 237 13 188 13 425 62	30 juin 2016 31 décembre Assurés Non assurés Total Total 730 \$ 1 284 \$ 2 014 \$ 9 % 1 962 \$ 3 024 3 110 6 134 29 5 821 237 13 188 13 425 62 14 238 5 821 14 238

Le total du portefeuille de prêts hypothécaires s'établissait à 21,6 G\$, soit 13 % de l'actif investi, au 30 juin 2016, comparativement à 22,0 G\$, ou 14 % de l'actif investi, au 31 décembre 2015. Le total des prêts assurés s'élevait à 4,0 G\$, soit 18 % du portefeuille de prêts hypothécaires.

Prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales

Région	30 juin	2016	31 décembre 2015		
Ontario	970 \$	49 %	946 \$	49 %	
Québec	423	21	405	21	
Alberta	135	7	136	7	
Colombie-Britannique	126	6	123	6	
Terre-Neuve	108	5	105	5	
Saskatchewan	85	4	84	4	
Nouvelle-Écosse	64	3	62	3	
Manitoba	55	3	55	3	
Nouveau-Brunswick	44	2	42	2	
Autres	4		4		
Total	2 014 \$	100 %	1 962 \$	100 %	



Au cours du semestre clos le 30 juin 2016, les octrois de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales, y compris les renouvellements, se sont chiffrés à 398 M\$ et ceux-ci sont assurés dans une proportion de 29 %. Les prêts hypothécaires assurés comprennent les prêts hypothécaires pour lesquels l'assurance est fournie par un tiers, laquelle protège la Compagnie dans l'éventualité où l'emprunteur est incapable de s'acquitter de ses obligations à l'égard du prêt. Les prêts qui sont assurés sont soumis aux exigences imposées par le fournisseur d'assurance prêt hypothécaire. Pour l'octroi de nouveaux prêts hypothécaires non assurés, les politiques d'investissement de la Compagnie limitent la période d'amortissement à 25 ans et la valeur du prêt à 80 % du prix d'achat ou de la valeur d'expertise actuelle de la propriété. La période d'amortissement moyenne restante du portefeuille de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales était de 22 ans au 30 juin 2016.

Provision pour pertes sur créances futures

À titre d'élément des passifs relatifs aux contrats d'assurance, le total de la provision actuarielle pour pertes sur créances futures est déterminé conformément aux normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires et comprend des provisions pour couvrir les écarts défavorables.

Au 30 juin 2016, le total de la provision actuarielle pour pertes sur créances futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance se chiffrait 3 367 M\$, comparativement à 3 558 M\$ au 31 décembre 2015, soit une diminution de 191 M\$ découlant essentiellement de l'incidence des fluctuations des devises et des modifications des hypothèses, facteurs contrebalancés en partie par les activités normales.

Les provisions pour perte de valeur de 34 M\$ (24 M\$ au 31 décembre 2015) et les provisions actuarielles pour pertes sur créances futures liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance de 3 367 M\$ (3 558 M\$ au 31 décembre 2015) représentaient au total 2,3 % des obligations et des actifs hypothécaires, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants, au 30 juin 2016 (2,4 % au 31 décembre 2015).

Secteur de l'énergie

Obligations, prêts hypothécaires e	t immeubles de placeme	ent détenus liés	au secteur de l'é	nergie ⁽¹⁾	
		31 décembre 2015			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total	Total
Obligations ⁽²⁾⁽³⁾	1 564 \$	2 135 \$	1 413 \$	5 112 \$	5 216 \$
Prêts hypothécaires ⁽⁴⁾	2 182	353	46	2 581	2 560
Immeubles de placement	294	_	_	294	300
Total	4 040 \$	2 488 \$	1 459 \$	7 987 \$	8 076 \$

⁽¹⁾ Les obligations détenues liées au secteur de l'énergie correspondent à une sous-catégorie de certains secteurs d'activité présentés à la note 7a)ii) des états financiers consolidés annuels de la Compagnie au 31 décembre 2015.

(2) Le coût amorti de ces obligations se chiffrait à 4 850 M\$ au 30 juin 2016 et à 5 177 M\$ au 31 décembre 2015.

Au 30 juin 2016, les placements liés au secteur de l'énergie détenus par la Compagnie comprenaient une exposition directe sous forme d'obligations de 5,1 G\$ (5,2 G\$ au 31 décembre 2015), ou 3,0 % de l'actif investi, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants. Les obligations liées au secteur de l'énergie détenues par la Compagnie formaient un portefeuille diversifié dans plusieurs sous-secteurs et environ 97 % des titres étaient de grande qualité. Environ la moitié de l'actif du portefeuille était investi dans des entités du secteur intermédiaire et de raffinage, et l'autre moitié dans des entités intégrées et indépendantes fournissant des services liés aux champs pétrolifères.

De plus, la Compagnie a une exposition indirecte au secteur de l'énergie sous forme de prêts hypothécaires et d'immeubles de placement de 2,9 G\$, ce qui représente 1,7 % de l'actif investi, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants. Ce portefeuille est concentré dans certaines régions où l'économie est davantage tributaire du secteur de l'énergie et est diversifié en fonction du type d'immeuble, l'actif investi se répartissant ainsi : 30 % dans les résidences multifamiliales, 27 % dans les immeubles industriels et les autres immeubles, 23 % dans les immeubles de bureaux et 20 % dans les commerces de détail. Environ 81 % de l'actif du portefeuille se concentre dans la province de l'Alberta, le reste de l'actif se concentre surtout dans l'État du Texas. Le ratio prêt-valeur moyen pondéré des prêts hypothécaires était de 56 % au 30 juin 2016.

⁽³⁾ Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants dont la valeur comptable est de 381 M\$ et le coût amorti était de 349 M\$ au 30 iuin 2016.

⁽⁴⁾ Comprend des prêts hypothécaires assurés de 639 M\$ au 30 juin 2016 et de 613 M\$ au 31 décembre 2015.



Exposition aux biens immobiliers au Royaume-Uni

Prêts hypothécaires et immeubles de	placement détenus au Royaume-Uni
-------------------------------------	----------------------------------

31 décembre 2015 30 juin 2016 Magasins Résidences et centres **Immeubles Bâtiments** commerciaux multifamiliales industriels Total de bureaux Autres Total Prêts hypothécaires 382 1 484 815 327 3 739 4 520 731 Immeubles de placement 1 128 633 622 418 2 801 3 411 2612 \$ **Total** 1 364 \$ 1 437 \$ 745 \$ 6 540 \$ 7 931

Au 30 juin 2016, la valeur du portefeuille de placements liés à des biens immobiliers de la Compagnie au Royaume-Uni s'élevait à 6,5 G\$ (7,9 G\$ au 31 décembre 2015), ce qui représentait 3,8 % de l'actif investi, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants. Cette diminution de 1,4 G\$ par rapport au 31 décembre 2015 est principalement attribuable à l'incidence de 1,2 G\$ des fluctuations des devises, qui s'explique par le raffermissement du dollar canadien par rapport à la livre sterling, ainsi qu'à la diminution de la valeur de marché nette des immeubles de placement et aux cessions et échéances nettes de prêts hypothécaires. La partie de ce portefeuille concentrée dans le centre de Londres avait une valeur de 1,9 G\$ (1,2 % de l'actif investi, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants), tandis que les placements détenus dans les autres régions du Royaume-Uni s'élevaient à 4,6 G\$ (2,6 % de l'actif investi, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants). Ce portefeuille était bien diversifié en fonction du type d'immeuble, l'actif investi se répartissant ainsi : 40 % dans les commerces de détail, 33 % dans les immeubles industriels et autres, 21 % dans les immeubles de bureaux et 6 % dans les résidences multifamiliales. Au 30 juin 2016, le ratio prêt-valeur moyen pondéré des prêts hypothécaires était de 55 %, et le ratio de couverture du service de la dette moyen pondéré était de 1,9. Au 30 juin 2016, la durée moyenne pondérée des emprunts hypothécaires et des contrats de location des biens immobiliers était de plus de 14 ans.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aucune modification importante n'a été apportée aux politiques et aux procédures de la Compagnie relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés au cours du deuxième trimestre de 2016. Les transactions sur dérivés de la Compagnie sont habituellement régies par les conventions-cadres de l'International Swaps and Derivatives Association, Inc. (l'ISDA), qui prévoient un droit juridiquement exécutoire de compensation et de compensation avec déchéance du terme de l'exposition à des contreparties précises dans l'éventualité de l'annulation d'une transaction, ce qui comprend, mais sans s'y limiter, des cas de défaillance et de faillite. En cas de résiliation anticipée, la Compagnie peut compenser les débiteurs d'une contrepartie au moyen des créditeurs de la même contrepartie, dans la même entité légale, qui découlent de toutes les transactions incluses. En ce qui concerne la Compagnie, les conventions-cadres de l'ISDA pourraient comprendre des dispositions provenant des annexes sur le soutien du crédit, lesquelles exigent d'offrir et d'accepter des garanties à l'égard des transactions sur dérivés.

Au 30 juin 2016, le total des garanties financières, incluant la marge initiale et le surdimensionnement, reçues relativement aux actifs dérivés s'élevait à 136 M\$ (107 M\$ au 31 décembre 2015) et un montant de 497 M\$ avait été donné en garantie à l'égard des passifs dérivés (671 M\$ au 31 décembre 2015). En 2016, les biens donnés en garantie à l'égard des passifs dérivés ont diminué en raison de la baisse des passifs dérivés, essentiellement imputable à l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain sur la juste valeur des swaps de devises.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2016, le montant nominal en cours des contrats dérivés a augmenté de 5,9 G\$ pour se chiffrer à 22,6 G\$, principalement en raison d'une augmentation de 5,8 G\$ liée à certaines opérations sur valeurs qui n'ont pas encore été annoncées et dont le règlement reste à venir ainsi qu'aux activités de couverture courantes.

L'exposition de la Compagnie au risque de crédit lié à la contrepartie des instruments dérivés, qui reflète la juste valeur actuelle des instruments qui affichent des profits, a augmenté pour s'établir à 645 M\$ au 30 juin 2016, comparativement à 461 M\$ au 31 décembre 2015. La valeur de marché des swaps de devises a augmenté en raison du raffermissement, à la fin de la période, du dollar canadien par rapport au dollar américain, à l'euro et à la livre sterling.



PASSIF

Total du passif		
·	30 juin 2016	31 décembre 2015 ⁽¹⁾
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	157 709 \$	160 745 \$
Autres passifs du fonds général	15 616	15 736
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices		
de fonds distincts	192 725	198 194
Total	366 050 \$	374 675 \$

⁽¹⁾ Les chiffres correspondants ont été reclassés, comme il est expliqué à la note 16 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie au 30 juin 2016.

Le total du passif a diminué de 8,6 G\$ par rapport au 31 décembre 2015, passant ainsi à 366,1 G\$ au 30 juin 2016. Les contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ont diminué de 5,5 G\$ en raison essentiellement de l'incidence des fluctuations des devises de 9,7 G\$, partiellement contrebalancée par l'incidence combinée de l'augmentation de la valeur de marché et des produits tirés des placements de 3,7 G\$ ainsi que par des dépôts nets de 0,6 G\$. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont diminué de 3,0 G\$. La diminution s'explique principalement par le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, à l'euro et à la livre sterling, facteur contrebalancé en partie par l'incidence des ajustements à la juste valeur et des nouvelles affaires.

Garanties liées aux fonds distincts et aux produits de rentes variables

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées aux valeurs de marché des fonds de placement.

Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 30 juin 2016, le montant des produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne s'établissait à 3 580 M\$ (3 488 M\$ au 31 décembre 2015). La Compagnie a un programme de couverture en place visant à gérer certains risques liés aux options intégrées à ses produits assortis d'une garantie de retrait minimum.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts et aux produits de rentes variables

30 juin 2016

		Insuffisar	ice des placements	par type de presta	ations
	Valeur de marché	Revenu	Échéance	Décès	Total ⁽¹⁾
Exploitation canadienne	30 010 \$	— \$	21 \$	107 \$	107 \$
Exploitation américaine	11 392	12	_	47	59
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	8 634	19	_	399	399
Réassurance ⁽²⁾	1 115	523		25	548
Total de l'exploitation					
européenne	9 749	542	_	424	947
Total	51 151 \$	554 \$	21 \$	578 \$	1 113 \$

⁽¹⁾ Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne au 30 juin 2016 pour chaque police.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 30 juin 2016. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à 5 M\$ pour le trimestre (3 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015) et à 13 M\$ depuis le début de l'exercice (6 M\$ pour la période correspondante de 2015), la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'unité Réassurance de l'exploitation européenne.

L'exposition de l'unité Réassurance est liée aux marchés canadien et américain.



CAPITAL SOCIAL ET SURPLUS

Au 30 juin 2016, le capital social en circulation se chiffrait à 9 670 M\$, dont 7 156 M\$ d'actions ordinaires, 2 264 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, 213 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et 37 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à taux variable.

La Compagnie a initié le 8 janvier 2016, pour une période de un an, une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui vise à racheter aux fins d'annulation jusqu'à 8 000 000 de ses actions ordinaires aux cours du marché pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions attribuées en vertu du régime d'options sur actions de la Compagnie. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été modifiée avec prise d'effet le 23 février 2016 pour porter à 20 000 000 le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être rachetées. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités dans sa forme modifiée se poursuivra jusqu'au 7 janvier 2017.

Le 17 juin 2016, la Compagnie a annoncé son intention de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 5 809 000 de ses actions ordinaires aux termes d'ententes privées conclues entre la Compagnie et plusieurs vendeurs tiers dans des conditions de concurrence normale. Ces rachats se feront conformément aux ordonnances d'exemption d'offre publique de rachat rendues par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Tout rachat d'actions ordinaires par l'entremise d'ententes privées en vertu des ordonnances sera fait à un escompte par rapport au cours des actions ordinaires à la Bourse de Toronto qui sera en vigueur au moment du rachat, pourra être fait en une ou plusieurs transactions à l'occasion et sera autrement conforme aux modalités prévues par les ordonnances. Le nombre total d'actions ordinaires qui peuvent être rachetées en vertu d'ententes privées ne doit pas dépasser 6 666 666, soit le tiers du nombre total d'actions ordinaires pouvant être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Compagnie, et tout rachat doit être fait au plus tard le 7 janvier 2017. Toutes les actions ordinaires rachetées par l'entremise d'ententes privées conclues conformément aux ordonnances seront incluses dans le nombre total d'actions ordinaires pouvant être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Compagnie. Au 30 juin 2016, la Compagnie avait conclu des ententes privées aux fins du rachat de 1 600 000 de ses actions ordinaires.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2016, la Compagnie a racheté puis annulé 2 831 181 (2 126 298 actions ordinaires en 2015) actions ordinaires au coût moyen par action de 34,27 \$ (35,87 \$ en 2015) en vertu de son programme de rachat dans le cours normal des activités.

LIQUIDITÉS ET GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

LIQUIDITÉS

La Compagnie finance elle-même une grande partie de ses besoins en liquidités en appariant ses obligations à court terme aux fonds générés à l'interne et en conservant une quantité adéquate de placements liquides. Lifeco détient de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des obligations à court terme directement et par l'intermédiaire de ses filiales consolidées. Au 30 juin 2016, la Compagnie et ses filiales en exploitation détenaient de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des obligations à court terme de 9,7 G\$ (7,1 G\$ au 31 décembre 2015) et des obligations d'État disponibles de 33,6 G\$ (35,6 G\$ au 31 décembre 2015). Au 30 juin 2016, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les obligations à court terme comprenaient environ 0,8 G\$ (0,9 G\$ au 31 décembre 2015) par l'intermédiaire de Lifeco, la société de portefeuille. De plus, la Compagnie détient des marges de crédit obtenues auprès de banques à charte canadiennes qui peuvent être utilisées, au besoin, pour répondre à des besoins imprévus en matière de liquidités.

La Compagnie n'a aucune politique officielle en matière de dividendes sur les actions ordinaires. Les dividendes sur les actions ordinaires en circulation de la Compagnie sont déclarés et versés à la discrétion exclusive du conseil d'administration de celle-ci. La décision de déclarer un dividende sur les actions ordinaires de la Compagnie tient compte de plusieurs facteurs, y compris le bénéfice, la suffisance du capital et la disponibilité des liquidités.



La capacité de la Compagnie, à titre de société de portefeuille, à verser des dividendes dépend de la capacité de ses filiales en exploitation à lui verser des dividendes. Les filiales en exploitation de la Compagnie sont assujetties à la réglementation en vigueur dans un certain nombre de territoires, chacun ayant sa propre façon de calculer le montant de capital qui doit être détenu relativement aux différentes activités menées par ces filiales en exploitation. Les exigences imposées par les autorités de réglementation dans un territoire donné peuvent varier de temps à autre et, par conséquent, avoir une incidence sur la capacité des filiales en exploitation de verser des dividendes à la Compagnie. Pour les entités dont le siège social est situé en Europe, les politiques en matière de solvabilité ont changé pour refléter la réforme Solvabilité II, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2016. En 2016, les unités d'exploitation d'assurance et de réassurance de la Compagnie qui sont réglementées en Europe continueront d'élaborer des modèles internes de gestion du risque et de prendre les mesures nécessaires pour gérer le risque de volatilité du capital dans le cadre de la nouvelle réglementation en collaboration avec les organismes de réglementation européens.

FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie				
	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les seme les 30 ju	
_	2016	2015	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Exploitation	1 777 \$	1 404 \$	3 143 \$	2 496 \$
Financement	(496)	(491)	(909)	(871)
Investissement	(1 066)	(1 440)	(1 774)	(1 544)
	215	(527)	460	81
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(70)	18	(205)	109
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	145	(509)	255	190
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 923	3 197	2 813	2 498
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 068 \$	2 688 \$	3 068 \$	2 688 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sur une base consolidée, notamment les primes reçues, les produits nets tirés des placements et les honoraires, constituent la principale source de fonds pour la Compagnie. Ces fonds servent principalement au paiement des prestations, des participations des titulaires de polices et des sinistres, ainsi que des charges d'exploitation et des commissions. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont principalement investis pour couvrir les besoins en liquidités liés aux obligations futures. Les flux de trésorerie liés aux activités de financement comprennent l'émission et le rachat d'instruments de capital ainsi que les dividendes et les versements d'intérêts connexes.

Au deuxième trimestre de 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 145 M\$ par rapport au 31 mars 2016. Au cours du deuxième trimestre de 2016, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 1 777 M\$, une hausse de 373 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2015. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 496 M\$ et ont servi principalement aux paiements de dividendes de 374 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées et à la réduction de 52 M\$ du solde de la marge de crédit d'une filiale. Pour le trimestre clos le 30 juin 2016, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 1 066 M\$ à l'acquisition d'actifs de placement additionnels.



Pour le semestre clos le 30 juin 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 255 M\$ par rapport au 31 décembre 2015. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 3 143 M\$, une hausse de 647 M\$ par rapport à la période correspondante de 2015. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 909 M\$ et ont servi principalement au paiement de dividendes de 748 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées et à la réduction de 93 M\$ du solde de la marge de crédit d'une filiale. Au premier trimestre de 2016, la Compagnie a augmenté le dividende trimestriel aux détenteurs d'actions ordinaires, le faisant ainsi passer de 0,326 \$ par action ordinaire à 0,346 \$ par action ordinaire. Pour le semestre clos le 30 juin 2016, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 1 774 M\$ à l'acquisition d'actifs de placement additionnels.

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS

Comme il a été présenté dans le rapport annuel de 2015, au cours du premier trimestre de 2016, une des filiales de la Compagnie a signé un contrat de location de bureaux d'une durée de 15 ans à compter de 2018, en remplacement d'un contrat de location existant. Les paiements annuels marginaux au titre de ce contrat de location ne sont pas significatifs.

Outre le contrat susmentionné, les engagements et obligations contractuels n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2015.

GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

Concernant la société de portefeuille, la Compagnie surveille le montant du capital consolidé disponible et les montants attribués dans ses diverses filiales en exploitation. Le montant du capital attribué dans une société ou dans un pays en particulier dépend des exigences réglementaires locales ainsi que de l'évaluation interne des exigences de capital de la Compagnie dans le contexte de ses risques opérationnels, de ses exigences d'exploitation et de ses plans stratégiques. La Compagnie a pour politique de maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités. Les décisions de capitalisation de la Compagnie et de ses filiales en exploitation tiennent également compte de l'incidence que pourraient avoir de telles mesures sur les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du ratio du MMPRCE. La fourchette cible interne de la Compagnie au chapitre du ratio du MMPRCE pour les principales filiales en exploitation canadiennes de Lifeco se situe entre 175 % et 215 %, sur une base consolidée.

Le ratio du MMPRCE de la Great-West au 30 juin 2016 s'établissait à 232 % (238 % au 31 décembre 2015). Le ratio du MMPRCE de la London Life au 30 juin 2016 s'établissait à 205 % (226 % au 31 décembre 2015). Le ratio du MMPRCE de la Canada-Vie au 30 juin 2016 s'établissait à 262 % (260 % au 31 décembre 2015). Le ratio du MMPRCE ne tient pas compte de l'incidence des liquidités de 0,8 G\$ détenues par Lifeco, la société de portefeuille, au 30 juin 2016 (0,9 G\$ au 31 décembre 2015).

Aux fins du calcul de la situation du MMPRCE, on soustrait du capital réglementaire disponible le goodwill et les immobilisations incorporelles, sous réserve de l'inclusion obligatoire d'une tranche des immobilisations incorporelles. Selon la ligne directrice du BSIF sur le MMPRCE, les nouvelles évaluations trimestrielles des régimes à prestations définies qui ont une incidence sur le capital disponible pour les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale doivent être amorties sur 12 trimestres.

Le conseil d'administration examine et approuve le plan de capital annuel ainsi que les opérations sur capitaux propres conclues par la direction conformément au plan. Le plan de capital est conçu pour assurer le maintien d'un capital adéquat par la Compagnie, en tenant compte de la stratégie, du profil de risques et des plans d'affaires de celle-ci. La Compagnie a établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter tous les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures de gestion du capital relatives à la mise en œuvre et au suivi du plan de capital. En plus d'effectuer des opérations sur capitaux propres, la Compagnie utilise et fournit des produits de réassurance traditionnels et structurés aux fins de la gestion des risques et du capital.



Initiatives réglementaires du BSIF en matière de capital

Le 31 mars 2016, le BSIF a publié aux fins de consultation publique le projet de ligne directrice intitulé Test de suffisance du capital des sociétés d'assurance-vie (TSAV). Le BSIF prévoit remplacer la ligne directrice sur le MMPRCE par la ligne directrice sur le TSAV en 2018, et il a déclaré que cette dernière ne devrait pas accroître le montant de capital dans le secteur par rapport à l'actuelle ligne directrice sur le MMPRCE. Puisque le BSIF a élaboré la ligne directrice sur le TSAV afin d'harmoniser les mesures du risque avec les réalités économiques du secteur de l'assurance-vie, la distribution de capital et l'incidence selon le risque et selon l'entreprise pourrait changer.

Le BSIF tiendra compte de tous les commentaires reçus pendant la période de consultation pour élaborer la version définitive de la ligne directrice sur le TSAV. Le BSIF prévoit soumettre au banc d'essai la nouvelle ligne directrice sur le TSAV en 2016 et en 2017 dans le but d'y apporter les derniers ajustements en fin de parcours.

La Compagnie a participé activement aux études d'impact quantitatives du BSIF au cours des dernières années relativement au projet de ligne directrice sur le TSAV et poursuit son implication active dans les consultations aux fins de l'élaboration. La Compagnie a participé à la consultation publique du BSIF en mai 2016 et prévoit contribuer activement aux bancs d'essai et à toute autre évaluation que mènera le BSIF. La Compagnie poursuivra ses discussions continues avec le BSIF, l'Institut canadien des actuaires, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes et d'autres participants du secteur pendant la période d'élaboration et la phase subséquente de mise en œuvre.

En raison de la nature évolutive des IFRS et des modifications proposées aux IFRS portant sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance, il pourrait y avoir de nouvelles modifications aux exigences de capital réglementaire et aux normes comptables, dont certaines pourraient être importantes.

MÉTHODE DE RÉPARTITION DU CAPITAL

La Compagnie applique une méthode de répartition du capital aux termes de laquelle les coûts de financement sont ventilés au prorata du capital réparti. En ce qui concerne l'exploitation canadienne et l'exploitation européenne (essentiellement la Great-West), cette méthode de répartition est orientée sur les exigences de capital réglementaire, alors que, pour les activités de services financiers exercées aux États-Unis et de gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam), la méthode est orientée sur la valeur comptable des unités d'exploitation présentée dans les états financiers. Le total du capital soumis à un effet de levier est réparti de façon uniforme entre les unités d'exploitation au prorata du total du capital, ce qui fait en sorte que le ratio d'endettement de chaque unité d'exploitation reflète celui de la société consolidée.

Cette méthode de répartition du capital permet à la Compagnie de calculer des rendements des capitaux propres comparables pour chaque unité d'exploitation. Par conséquent, ces rendements des capitaux propres se fondent sur le capital qui a été alloué aux unités d'exploitation et sur les charges financières associées à ce capital.

Rendement des capitaux propres ⁽¹⁾			
	30 juin	31 mars	31 décembre
	2016	2016	2015
Exploitation canadienne	19,7 %	20,0 %	20,2 %
Services financiers aux États-Unis ⁽²⁾	11,7 %	11,6 %	13,0 %
Gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam)	(0,4) %	0,2 %	1,4 %
Exploitation européenne	16,4 %	16,4 %	16,8 %
Exploitation générale de Lifeco	(2,2) %	(2,7) %	(2,7) %
Total du bénéfice net de Lifeco	14,0 %	14,0 %	14,7 %

⁽¹⁾ Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires pour les quatre derniers trimestres.

La Compagnie a présenté un rendement des capitaux propres fondé sur le bénéfice net de 14,0 % au 30 juin 2016, comparable à celui de 14,0 % présenté au 31 mars 2016.

⁽²⁾ Comprend l'exploitation générale américaine.



NOTATIONS

Cinq sociétés de notation indépendantes attribuent des notations à Lifeco. Au deuxième trimestre de 2016, les notations attribuées à Lifeco et à ses principales filiales en exploitation sont demeurées inchangées (se reporter au tableau ci-après). La Compagnie a continué d'afficher d'excellentes notations par rapport à ses concurrents en Amérique du Nord, grâce à son profil de risque prudent ainsi qu'à la stabilité de son bénéfice net et de ses dividendes.

Les sociétés en exploitation de Lifeco reçoivent une notation groupée de la part de chaque agence de notation. Cette approche de notation groupée est essentiellement justifiée par la position enviable de la Compagnie sur le marché de l'assurance au Canada et sa situation concurrentielle aux États-Unis et en Europe. La Great-West, la London Life et la Canada-Vie ont en commun leur direction, leur gouvernance et leurs stratégies, ainsi qu'une plateforme d'affaires intégrée. Toutes ces sociétés en exploitation profitent d'un solide soutien financier implicite de Lifeco et sont détenues par cette dernière. Les notations groupées de la Compagnie n'ont subi aucune modification au cours du deuxième trimestre de 2016.

Agence de notation	Mesure	Lifeco	Great- West	London Life	Canada- Vie	Great-West Financial
A.M. Best Company	Santé financière		A+	A+	A+	A+
DBRS Limited	Notation de l'émetteur	A (élevée)	AA			
	Santé financière		AA	AA	AA	Non coté
	Créances de premier rang	A (élevée)				
	Créances de second rang				AA (faible)	
Fitch Ratings	Santé financière de l'assureur		AA	AA	AA	AA
	Créances de premier rang	Α				
Moody's Investors Service	Santé financière de l'assureur		Aa3	Aa3	Aa3	Aa3
Standard & Poor's Ratings	Santé financière de l'assureur		AA	AA	AA	AA
Services	Créances de premier rang	A+				
	Créances de second rang				AA-	

Irish Life Assurance Plc (ILA) n'est pas incluse dans les notations groupées. Fitch Ratings a accordé la notation AA à ILA en matière de santé financière de l'assureur et Standard & Poor's Ratings Services lui a accordé la notation à long terme A+. Fitch Ratings a accordé la notation A aux billets perpétuels de 200 M€ d'ILA repris à l'acquisition d'Irish Life, et Standard & Poor's, la notation de A-.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION SECTORIELS

Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco, y compris les chiffres correspondants, sont présentés selon les IFRS, après la répartition du capital. Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco correspondent au bénéfice net de la Great-West et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life et la Canada-Vie, ainsi qu'à celui de Great-West Financial et de Putnam, auquel s'ajoutent les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Aux fins de la présentation de l'information, les résultats d'exploitation consolidés sont regroupés en quatre secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne et l'exploitation générale de Lifeco, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats d'exploitation de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. Ce secteur regroupe trois unités d'exploitation principales. Par l'intermédiaire de l'unité d'exploitation Assurance individuelle, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle. Par l'intermédiaire de l'unité d'exploitation Gestion du patrimoine, la Compagnie offre des produits de capitalisation et de rentes immédiates aux clients de la Collective et de l'Individuelle au Canada. Par l'intermédiaire de l'unité d'exploitation Assurance collective, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance en cas de décès ou de mutilation par accident, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-maladie et d'assurance dentaire, d'assurance créances et de ventes directes, de même que des produits spécialisés, à l'intention des clients de la Collective au Canada.



	Pour	les trimestre	s clo	s les	Pour les semes	tres clos les	
	30 juin 2016	31 mars 2016		30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015	
Primes et dépôts Souscriptions	5 890 \$ 2 677 369	5 890 \$ 6 036 \$	5 869 \$	11 926 \$	11 782 \$		
		2 677	2 677	2 677	3 268	3 016	5 945
Honoraires et autres produits		362		366	731	724	
Bénéfice net	327	276		308	603	607	
Total de l'actif	149 913 \$	146 860	\$	145 535 \$			
Actif net des fonds communs de placement							
exclusifs et des comptes institutionnels	5 378	5 238		5 028			
Total de l'actif géré	155 291	152 098		150 563			
Autres actifs administrés	15 537	15 231		15 123			
Total de l'actif administré	170 828 \$	167 329	\$	165 686 \$			

FAITS NOUVEAUX EN 2016

- Les primes et dépôts pour le trimestre clos le 30 juin 2016 se sont chiffrés à 5,9 G\$, un montant comparable à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2016, les souscriptions se sont établies à 2,7 G\$, une diminution de 11 % par rapport au trimestre correspondant de 2015, principalement en raison de la baisse des souscriptions de l'unité Gestion du patrimoine qui reflète la diminution des flux de trésorerie liés aux actifs dans le secteur ayant trait aux fonds distincts et aux fonds communs de placement.
- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 30 juin 2016 s'est chiffré à 327 M\$, comparativement à 308 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse de l'apport des placements au sein de toutes les unités d'exploitation, aux résultats favorables au chapitre de la morbidité au sein de l'unité Assurance individuelle et à la baisse de l'impôt sur le résultat, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence du ralentissement des marchés boursiers.
- Au deuxième trimestre de 2016, le bénéfice net a augmenté de 51 M\$, ou 18 %, par rapport au premier trimestre de 2016. L'augmentation découle principalement des résultats favorables au chapitre de la morbidité qui est attribuable aux produits d'assurance-invalidité collective de longue durée et d'assurance individuelle, de la hausse de l'apport des placements et des honoraires nets, ainsi que de la baisse de l'impôt sur le résultat, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles.
- La Great-West est l'un des quatre assureurs canadiens, et le seul assureur d'envergure nationale, qui participe au premier marché en ligne de produits d'assurance-vie et d'assurance-maladie pour les retraités au Canada, lancé cet été par Morneau Shepell. La Great-West offre des produits d'assurance-maladie, d'assurance dentaire, d'assurance voyage, d'assurance contre les maladies graves et d'assurance-vie sur le site, que les clients de Morneau Shepell peuvent communiquer à leurs employés afin de leur donner accès à une assurance-vie et à une assurance-maladie lorsqu'ils prendront leur retraite.
- Ce printemps, l'unité d'exploitation Assurance collective a lancé GroupNet^{MC} pour Apple Watch, une marque de commerce d'Apple Inc., procurant ainsi aux participants aux régimes une nouvelle façon d'obtenir des renseignements sur leurs garanties, comme la réception d'avis de règlements ainsi que la vérification des soldes des garanties et de l'historique des demandes de règlement. La Great-West est le premier assureur au Canada à offrir aux participants à ses régimes un accès aux garanties sur Apple Watch.
- Au cours du deuxième trimestre de 2016, la Compagnie a vendu un important immeuble de placement qui fait partie du fonds général, pour un montant de 368 M\$. De plus, au cours du trimestre, British Columbia Investment Management Corporation (bcIMC) a annoncé qu'elle gérerait maintenant ses propres actifs immobiliers, y compris les actifs immobiliers de 6 G\$ qui sont actuellement gérés par Conseillers immobiliers GWL. Cette décision de bcIMC ne devrait pas avoir d'incidence significative sur le bénéfice net de la Compagnie.



UNITÉS D'EXPLOITATION - EXPLOITATION CANADIENNE

ASSURANCE INDIVIDUELLE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos le	
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Primes et dépôts	1 294 \$	1 236 \$	1 216 \$	2 530 \$	2 370 \$
Souscriptions	155	125	138	280	251
Bénéfice net	80	92	88	172	165

Primes et dépôts

Pour le deuxième trimestre de 2016, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 78 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 294 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 78 M\$ pour le trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 210 M\$, essentiellement en raison de l'augmentation de 10 % des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant se sont chiffrées à 84 M\$, soit un résultat comparable à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 160 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 530 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 159 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 363 M\$, essentiellement en raison de l'augmentation de 10 % des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant se sont chiffrées à 167 M\$, soit un montant comparable à celui enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au deuxième trimestre de 2016, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 58 M\$ par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison d'une hausse des primes d'assurance-vie avec participation.

Souscriptions

Pour le deuxième trimestre de 2016, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont crû de 17 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 155 M\$. Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 16 M\$, ce qui s'explique par une augmentation de 15 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation et une augmentation de 8 % des souscriptions de produits d'assurance-vie universelle. Les souscriptions de produits de protection du vivant ont été comparables à celles enregistrées au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont crû de 29 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 280 M\$. Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 27 M\$, ce qui s'explique par une augmentation de 13 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation et par une augmentation de 6 % des souscriptions de produits d'assurance-vie universelle et d'assurance-vie temporaire. Les souscriptions de produits de protection du vivant ont augmenté de 2 M\$, ou 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au cours du deuxième trimestre de 2016, les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont augmenté de 30 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une augmentation des souscriptions d'assurance-vie avec participation.



Bénéfice net

Pour le deuxième trimestre de 2016, le bénéfice net a diminué de 8 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 80 M\$. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et à l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse de l'apport des placements et par les résultats favorables au chapitre de la morbidité. De plus, les modifications de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat ont eu une incidence plus favorable sur le bénéfice net en 2015.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, le bénéfice net a augmenté de 7 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 172 M\$. Cette augmentation est principalement attribuable aux résultats favorables au chapitre du comportement des titulaires de polices et à la hausse de l'apport des placements, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2016 a diminué de 12 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution de l'apport des placements et de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance ainsi qu'aux résultats moins favorables au chapitre du comportement des titulaires de polices, facteurs contrebalancés en partie par les résultats favorables au chapitre de la morbidité.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation pour le deuxième trimestre de 2016 a diminué de 5 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 11 M\$, en raison essentiellement de l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, le bénéfice net attribuable au compte de participation a diminué de 33 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 16 M\$. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de l'apport des placements liés aux surplus d'actifs du compte de participation et à l'augmentation des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation pour le deuxième trimestre de 2016 a augmenté de 6 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la diminution des pressions exercées par les nouvelles affaires.

GESTION DU PATRIMOINE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semes	tres clos les
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Primes et dépôts	2 496 \$	2 726 \$	2 713 \$	5 222 \$	5 524 \$
Souscriptions	2 403	2 860	2 757	5 263	5 701
Honoraires et autres produits	315	307	313	622	621
Bénéfice net	104	101	122	205	244

Primes et dépôts

Les primes et dépôts ont diminué de 217 M\$ au deuxième trimestre de 2016 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 2 496 M\$. Cette diminution s'explique surtout par la baisse des primes et dépôts liés aux produits de rentes collectifs à prime unique et aux fonds de placement de l'Individuelle, qui reflète la diminution des flux de trésorerie liés aux actifs dans le secteur ayant trait aux fonds distincts et aux fonds communs de placement, contrebalancée en partie par la hausse des primes et dépôts liés aux régimes de capitalisation collectifs.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les primes et dépôts ont diminué de 302 M\$ pour atteindre 5 222 M\$. Cette diminution s'explique essentiellement par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.



Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2016 ont diminué de 230 M\$ par rapport au trimestre précédent. Les primes et dépôts liés aux fonds de placement de l'Individuelle étaient plus élevés au premier trimestre en raison de l'incidence positive de la saison des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER).

Souscriptions

Pour le deuxième trimestre de 2016, les souscriptions ont diminué de 354 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 403 M\$. Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les souscriptions ont diminué de 438 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 5 263 M\$. La baisse enregistrée pour le trimestre et le semestre s'explique par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour les primes et dépôts des périodes respectives.

Les souscriptions pour le deuxième trimestre de 2016 ont diminué de 457 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les primes et dépôts de la période correspondante.

En ce qui a trait aux activités liées aux régimes de capitalisation collectifs et aux fonds de placement exclusifs de l'Individuelle, les entrées nettes de trésorerie pour le deuxième trimestre de 2016 se sont chiffrées à 65 M\$, comparativement à 159 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 341 M\$ au trimestre précédent, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour expliquer la diminution des primes et dépôts des périodes correspondantes. Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les entrées nettes de trésorerie se sont chiffrées à 406 M\$, un montant comparable aux 409 M\$ comptabilisés pour la période correspondante de l'exercice précédent, la hausse des primes et dépôts liés aux régimes de capitalisation collectifs ayant été contrebalancée en partie par la baisse des primes et dépôts liés aux fonds de placement exclusifs de l'Individuelle.

Honoraires et autres produits

Pour le deuxième trimestre de 2016, les honoraires et autres produits, qui se sont chiffrés à 315 M\$, sont comparables à ceux enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des autres produits liés aux ententes de distribution a été contrebalancée par la diminution des honoraires attribuable à la baisse des marges. L'actif administré moyen a été comparable à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, les flux de trésorerie nets positifs ayant été contrebalancés par le ralentissement des marchés boursiers, en moyenne.

Les honoraires et autres produits pour le semestre clos le 30 juin 2016, qui se sont chiffrés à 622 M\$, sont comparables à ceux enregistrés à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des autres produits liés aux ententes de distribution a été contrebalancée par la diminution des honoraires attribuable à la baisse des marges et par la diminution de l'actif administré moyen qui est attribuable au déclin des marchés boursiers, en moyenne.

Au deuxième trimestre de 2016, les honoraires et autres produits ont augmenté de 8 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse de l'actif administré moyen qui est attribuable à l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne.

Bénéfice net

Pour le deuxième trimestre de 2016, le bénéfice net a diminué de 18 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 104 M\$. Cette diminution tient essentiellement à la diminution des honoraires nets, à la hausse des charges d'exploitation et aux résultats moins favorables au chapitre de la longévité, facteurs contrebalancés en partie par la hausse de l'apport des placements.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, le bénéfice net a diminué de 39 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 205 M\$. Cette diminution tient essentiellement à la diminution des honoraires nets, à la hausse des charges d'exploitation, aux résultats moins favorables au chapitre de la longévité et à la baisse de l'apport des placements.

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2016 a augmenté de 3 M\$ par rapport au trimestre précédent, la hausse de l'apport des placements et la hausse des honoraires nets ayant été essentiellement contrebalancées par les résultats moins favorables au chapitre de la longévité.



ASSURANCE COLLECTIVE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos le	
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Primes et dépôts	2 100 \$	2 074 \$	1 940 \$	4 174 \$	3 888 \$
Souscriptions	119	283	121	402	247
Honoraires et autres produits	42	43	39	85	78
Bénéfice net	125	67	96	192	205

Primes et dépôts

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2016 ont augmenté de 160 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 100 M\$, essentiellement en raison d'une augmentation des primes et dépôts sur les marchés des moyennes et des grandes affaires.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les primes et dépôts ont augmenté de 286 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 4 174 M\$, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2016 ont augmenté de 26 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Souscriptions

Pour le deuxième trimestre de 2016, les souscriptions se sont établies à 119 M\$, un montant comparable à celui enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent, la hausse des souscriptions sur les marchés des petites et des moyennes affaires ayant été contrebalancée par la baisse des souscriptions sur le marché des grandes affaires.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les souscriptions ont augmenté de 155 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 402 M\$, surtout en raison de la hausse des souscriptions dans tous les secteurs du marché.

Pour le deuxième trimestre de 2016, les souscriptions ont diminué de 164 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la baisse des souscriptions sur le marché des grandes affaires. Les souscriptions sur le marché des grandes affaires peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre.

Honoraires et autres produits

Pour le deuxième trimestre de 2016, les honoraires et autres produits, qui se sont chiffrés à 42 M\$, sont comparables à ceux enregistrés au trimestre correspondant de l'exercice précédent et au trimestre précédent.

Les honoraires et autres produits pour le semestre clos le 30 juin 2016, qui se sont chiffrés à 85 M\$, sont comparables à ceux enregistrés à la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2016, le bénéfice net a augmenté de 29 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 125 M\$, en raison principalement de la hausse de l'apport des placements. De plus, les modifications de certaines estimations liées à l'impôt ont eu une incidence plus favorable sur le bénéfice net du deuxième trimestre de 2016. Au deuxième trimestre de 2016, les résultats au chapitre de la morbidité ont été comparables à ceux de 2015.



Pour le semestre clos le 30 juin 2016, le bénéfice net a diminué de 13 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 192 M\$. Cette diminution tient essentiellement aux résultats moins favorables au chapitre de la morbidité à l'égard de l'assurance-invalidité de longue durée, principalement liés aux grandes affaires sans ristourne, qui ont été partiellement contrebalancés par la baisse de l'impôt sur le résultat dont il a été question pour expliquer les résultats trimestriels. La Compagnie continue de procéder à des hausses tarifaires dans ses contrats d'assurance-invalidité à long terme, au besoin, au moment du renouvellement des contrats. De plus, le bénéfice net pour le premier semestre de 2015 a été favorablement influencé par un changement apporté au processus de traitement des demandes qui a donné lieu à la terminaison ponctuelle de demandes additionnelles, qui ne s'est pas reproduite en 2016.

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2016 a augmenté de 58 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la baisse de l'impôt sur le résultat dont il a été question pour expliquer les résultats trimestriels, des résultats plus favorables à l'égard de l'assurance-invalidité de longue durée et de la hausse de l'apport des placements.

EXPLOITATION GÉNÉRALE CANADIENNE

Les résultats de l'exploitation générale canadienne tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation canadienne.

Pour le deuxième trimestre de 2016, le bénéfice net a augmenté de 16 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 18 M\$. Cette augmentation s'explique principalement par l'incidence favorable de certaines estimations liées à l'impôt et par la hausse des produits nets tirés des placements, lesquels tiennent compte d'un profit à la vente d'un immeuble de placement.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, l'exploitation générale canadienne a enregistré un bénéfice net de 34 M\$, comparativement à une perte nette de 7 M\$ pour la période correspondante de 2015. Cette variation du bénéfice net est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux évoqués dans les résultats trimestriels.

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2016 est demeuré comparable à celui enregistré au trimestre précédent.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats d'exploitation de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Services financiers, et plus particulièrement sous la marque Empower Retirement, la Compagnie offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur, des services de gestion et de tenue de dossiers, des comptes de retraite individuels, des services de gestion de fonds et des services de placements et de consultation. La Compagnie offre également des produits d'assurance-vie, des produits de rentes, ainsi que des régimes d'avantages à l'intention des cadres par l'intermédiaire de son unité des Marchés de l'Individuelle.

L'unité Gestion d'actifs de la Compagnie offre des services de gestion de placements, des services administratifs, des services de distribution ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.



CONVERSION DES DEVISES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS qui met en évidence l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle accroît la comparabilité des résultats entre les périodes. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS au début du présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation américaine							
	Pour le	s trimestres clo	Pour les semestres clos les				
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015		
Primes et dépôts	13 950 \$	16 117 \$	11 011 \$	30 067 \$	23 973 \$		
Souscriptions Honoraires et autres produits	16 665	40 158	18 131	56 823	38 254		
	555	571	577	1 126	1 150		
Bénéfice net	53	63	67	116	188		
Bénéfice net (en dollars américains)	40	47	55	87	153		
Total de l'actif Actif net des fonds communs de placement	84 780 \$	83 424 \$	78 868 \$				
exclusifs et des comptes institutionnels	205 830	202 833	205 049				
Total de l'actif géré	290 610	286 257	283 917				
Autres actifs administrés	495 366	503 156	476 600				
Total de l'actif administré	785 976 \$	789 413 \$	760 517 \$				

FAITS NOUVEAUX EN 2016

- Pour le trimestre clos le 30 juin 2016, le bénéfice net s'est élevé à 40 M\$ US, une baisse de 15 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout attribuable à la baisse des honoraires liés aux actifs qui découle des sorties nettes des fonds communs de placement.
- Great-West Life & Annuity Insurance Capital, LP II a pour 300 M\$ US de débentures subordonnées à 7,153 % en cours qui viennent à échéance en 2046 et dont la première date de remboursement par anticipation est le 16 mai 2016. L'option de remboursement anticipé n'a pas été exercée, la période de préavis s'étant terminée le 16 avril 2016. Lorsque les sociétés membres du groupe de Lifeco prennent des décisions à l'égard du capital et des instruments de capital, elles considèrent les instruments de capital au cas par cas. Toutes les variables pertinentes sont identifiées et évaluées, notamment les répercussions économiques sur la Compagnie, les conditions du marché, la structure et les obligations juridiques, l'utilisation future du produit, les facteurs relatifs aux organismes de réglementation et aux agences de notation, ainsi que les usages et pratiques en cours dans le marché sur lequel les titres ont été émis. Se reporter à la note 9 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 juin 2016 pour obtenir plus de renseignements.
- Le 6 avril 2016, le département du Travail des États-Unis a publié un nouveau règlement qui modifie et élargit la définition de fiduciaire pour y inclure le fait de fournir des conseils en placement au responsable d'un régime de retraite ou au titulaire d'un compte de retraite individuel. Globalement, les entités auront jusqu'au 10 avril 2017 pour se conformer au règlement, mais elles auront jusqu'au 1er janvier 2018 pour respecter certains éléments. La Compagnie continue de comparer le règlement avec les pratiques commerciales en cours, principalement dans son unité Empower Retirement et son unité des Marchés de l'Individuelle. En vertu du nouveau règlement, des changements pourraient devoir être apportés à certains aspects de l'offre de produits et de la prestation de services, mais la direction est d'avis que Great-West Financial et Putnam seront tout de même en mesure de mener à terme leur stratégie d'affaires globale et d'atteindre leurs objectifs de croissance.



UNITÉS D'EXPLOITATION - EXPLOITATION AMÉRICAINE

SERVICES FINANCIERS

FAITS NOUVEAUX EN 2016

- Pour le trimestre clos le 30 juin 2016, les primes et dépôts se sont établis à 2,6 G\$ US, une augmentation de 0,5 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des dépôts dans les régimes d'Empower Retirement.
- Les souscriptions se sont établies à 4,7 G\$ US pour le trimestre clos le 30 juin 2016, ce qui représente une diminution de 3,1 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution du nombre d'importantes souscriptions de régime.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2016, le bénéfice net s'est élevé à 56 M\$ US, une baisse de 2 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout attribuable à la hausse des charges d'exploitation qui s'explique principalement par la croissance des nouvelles affaires. Cette diminution a été contrebalancée en partie par l'augmentation des honoraires nets et par la hausse de l'apport des placements.
- Empower Retirement continue d'engager des dépenses stratégiques et liées au développement des affaires alors qu'elle cherche à apporter des améliorations afin d'enrichir les interactions avec le client et de simplifier les procédures administratives pour les prochaines années. La Compagnie prévoit investir un montant total d'environ 150 M\$ US dans le cadre de cette initiative qui s'échelonnera sur plusieurs années, dont une tranche de plus de 136 M\$ US avait déjà été investie au 30 juin 2016. En 2015, ces coûts ont fait diminuer le bénéfice net de 34 M\$ US et devraient donner lieu à une baisse du bénéfice net d'environ 20 M\$ US en 2016. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016, ces coûts ont fait diminuer le bénéfice net de 7 M\$ US et de 13 M\$ US, respectivement.
- La Compagnie s'est fixé un objectif annuel en matière de réduction des coûts qui s'établit entre 40 M\$ US et 50 M\$ US avant impôt. Les activités d'intégration devraient s'achever d'ici le deuxième trimestre de 2017, et la réduction annuelle des coûts d'exploitation devrait être entièrement réalisée une fois la transformation des activités terminée, au cours des trois ou quatre prochains exercices. La Compagnie s'attend à ce que ces synergies se concrétisent grâce aux efficiences permises par la transition des activités vers une plateforme administrative unique, grâce à l'utilisation accrue de Great-West Global, un service lancé au troisième trimestre de 2015 et qui regroupe 425 professionnels situés en Inde, et grâce aux améliorations en matière de coûts favorisées par le volume des activités. Une charge d'amortissement liée aux améliorations apportées aux systèmes et aux infrastructures sera incluse dans les activités courantes. La Compagnie s'attend à ce que ces améliorations fassent croître la part de marché, car elles favoriseront la croissance future des souscriptions et amélioreront le taux de maintien des participants et des actifs. Les comptes de participants d'Empower Retirement ont augmenté, passant de plus de 7,3 millions au 30 juin 2015 à plus de 8 millions au 30 juin 2016.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les			Pour les semes	stres clos les
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Primes et dépôts	3 327 \$	3 729 \$	2 504 \$	7 056 \$	5 234 \$
Souscriptions	6 042	27 770	9 624	33 812	19 515
Honoraires et autres produits	323	321	297	644	592
Bénéfice net	74	90	72	164	192
Primes et dépôts (en dollars américains)	2 579 \$	2 722 \$	2 035 \$	5 301 \$	4 237 \$
Souscriptions (en dollars américains) Honoraires et autres produits	4 684	20 270	7 825	24 954	15 802
(en dollars américains)	251	234	242	485	480
Bénéfice net (en dollars américains)	56	67	58	123	155



Primes et dépôts

Au deuxième trimestre de 2016, les primes et dépôts ont augmenté de 0,5 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2,6 G\$ US, principalement en raison d'une hausse enregistrée par Empower Retirement. La hausse enregistrée par Empower Retirement était liée à une augmentation des souscriptions de régime, aux cotisations des participants de régimes existants et aux transferts des options de placement de détail.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les primes et dépôts ont augmenté de 1,1 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 5,3 G\$ US, principalement en raison d'une hausse de 1 029 M\$ US enregistrée par Empower Retirement pour les mêmes raisons que celles évoquées pour expliquer les résultats du trimestre.

Les primes et dépôts pour le deuxième trimestre de 2016 ont diminué de 0,1 G\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison de la diminution des souscriptions dans le secteur des avantages à l'intention des cadres pour les Marchés de l'Individuelle.

Souscriptions

Au deuxième trimestre de 2016, les souscriptions ont diminué de 3,1 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 4,7 G\$ US, en raison principalement d'une baisse des souscriptions enregistrées par Empower Retirement. La diminution des souscriptions au sein d'Empower Retirement s'explique principalement par la baisse du nombre d'importantes souscriptions de régime attribuable au fait que deux souscriptions importantes ont été enregistrées au deuxième trimestre de 2015, ce qui ne s'est pas reproduit en 2016. Le nombre d'importantes souscriptions de régime peut varier grandement d'une période à l'autre.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les souscriptions ont augmenté de 9,2 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 25,0 G\$ US, en raison d'une augmentation de 9,1 G\$ US enregistrée par Empower Retirement. Les souscriptions pour le premier trimestre de 2016 incluaient une importante souscription relative à un nouveau client, qui représente plus de 200 000 participants.

Au deuxième trimestre de 2016, les souscriptions ont diminué de 15,6 G\$ US par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la baisse du nombre d'importantes souscriptions de régime attribuable à une importante souscription au premier trimestre de 2016, tel qu'il a été mentionné pour les résultats depuis le début de l'exercice.

Honoraires et autres produits

Les honoraires sont essentiellement tirés de l'actif géré, de l'actif administré, des services aux actionnaires, des services de tenue de dossiers et d'administration ainsi que des services-conseils en matière de placements. Les honoraires gagnés sont habituellement fondés sur l'actif géré, sur l'actif administré ou sur le nombre de régimes et de participants pour lesquels les services sont fournis.

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2016 ont augmenté de 9 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 251 M\$ US, la croissance des actifs et du nombre de participants ayant été partiellement contrebalancée par la détérioration des marchés boursiers, en moyenne.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les honoraires et autres produits ont augmenté de 5 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 485 M\$ US, principalement en raison de la hausse de l'actif administré moyen attribuable aux flux de trésorerie nets positifs sur les Marchés de l'Individuelle.

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2016 ont augmenté de 17 M\$ US par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation tient principalement à la hausse des honoraires liés aux actifs attribuable à l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et aux flux de trésorerie nets positifs. De plus, les honoraires et autres produits pour le premier trimestre de 2016 ont subi l'incidence négative d'ajustements des honoraires, lesquels ne se sont pas reproduits.



Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2016, le bénéfice net a diminué de 2 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 56 M\$ US, en raison principalement de la hausse des charges d'exploitation, qui découle surtout de la croissance des activités, et des résultats moins favorables au chapitre de la mortalité. La diminution a été contrebalancée en partie par la hausse de l'apport des placements et l'augmentation des honoraires nets. Les résultats pour le deuxième trimestre de 2016 comprennent des dépenses stratégiques et liées au développement des affaires relatives à Empower Retirement de 5 M\$ US, comparativement à 8 M\$ US pour le deuxième trimestre de 2015.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, le bénéfice net a diminué de 32 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 123 M\$ US. Le bénéfice net calculé depuis le début de l'exercice comprend des dépenses stratégiques et liées au développement des affaires relatives à Empower Retirement de 9 M\$ US, comparativement à 14 M\$ US pour la période correspondante de 2015. En excluant ces dépenses, le bénéfice net a diminué de 37 M\$ US, en raison principalement de la hausse des charges d'exploitation, qui découle surtout de la croissance des activités, de la baisse de l'apport des placements et des résultats moins favorables au chapitre de la mortalité. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par la baisse de l'impôt sur le résultat, qui découle de la décision de la direction de réclamer des crédits d'impôt étranger, ce qui a eu une incidence positive sur le bénéfice net au premier trimestre de 2016, et par la hausse des honoraires nets.

Pour le deuxième trimestre de 2016, le bénéfice net a diminué de 11 M\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la décision de la direction de réclamer des crédits d'impôt étranger au premier trimestre de 2016 ainsi que des résultats moins favorables au chapitre de la mortalité, facteurs contrebalancés en partie par la hausse de l'apport des placements.

GESTION D'ACTIFS

FAITS NOUVEAUX EN 2016

- Les souscriptions se sont établies à 8,2 G\$ US pour le trimestre clos le 30 juin 2016, ce qui représente une augmentation de 1,3 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, favorisée par la croissance des activités liées aux actifs institutionnels.
- L'actif géré de clôture de Putnam s'est chiffré à 147,7 G\$ US au 30 juin 2016, en baisse de 8,7 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et l'actif géré moyen a diminué de 13,6 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 146,7 G\$ US, essentiellement en raison de l'incidence cumulative du rendement négatif des marchés et des sorties d'actifs nettes des fonds communs de placement.
- Pour le trimestre clos le 30 juin 2016, les honoraires se sont chiffrés à 179 M\$ US, une diminution de 49 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.



RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		Pour les semes	tres clos les	
_	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Souscriptions	10 623 \$	12 388 \$	8 507 \$	23 011 \$	18 739 \$
Honoraires					
Frais de gestion de placements	188	199	214	387	427
Honoraires liés au rendement	(6)	(5)	6	(11)	9
Frais administratifs	39	42	42	81	84
Commissions et frais de placement	11	14	18	25	38
Honoraires	232	250	280	482	558
Bénéfice net (perte nette) des activités					
principales ⁽¹⁾	(5)	(17)	10	(22)	25
Déduire : charges financières et autres					
(après impôt) ⁽¹⁾	(13)	(8)	(13)	(21)	(26)
Bénéfice net (perte nette) présenté	(18)	(25)	(3)	(43)	(1)
Souscriptions (en dollars américains) Honoraires (en dollars américains) Frais de gestion de placements	8 236 \$	9 042 \$	6 916 \$	17 278 \$	15 168 \$
(en dollars américains) Honoraires liés au rendement	146	145	174	291	346
(en dollars américains)	(5)	(4)	5	(9)	8
Frais administratifs (en dollars américains) Commissions et frais de placement	30	31	34	61	68
(en dollars américains)	8	11	15	19	30
Honoraires (en dollars américains)	179	183	228	362	452
Bénéfice net (perte nette) des activités principales (en dollars américains) ⁽¹⁾ Déduire : charges financières et autres	(4)	(12)	8	(16)	20
(après impôt) (en dollars américains)(1)	(10)	(6)	(10)	(16)	(20)
Bénéfice net (perte nette) présenté (en dollars américains)	(14)	(18)	(2)	(32)	_
Marge d'exploitation avant impôt(2)	(2,7) %	(12,3) %	6,6 %	(7,4) %	7,9 %
Actif géré moyen (en dollars américains)	146 728 \$	141 391 \$	160 355 \$	144 124 \$	159 391 \$

⁽¹⁾ Le bénéfice net (la perte nette) des activités principales (une mesure financière non définie par les IFRS) est une mesure du rendement de l'unité Gestion d'actifs. Le bénéfice net (la perte nette) des activités principales comprend l'incidence des commissions des courtiers et de l'amortissement des logiciels et exclut l'incidence de certaines charges financières et affectations de l'exploitation générale, des ajustements à la juste valeur liés à la rémunération fondée sur des actions, de certains ajustements fiscaux et d'autres transactions non récurrentes.

Souscriptions

Au deuxième trimestre de 2016, les souscriptions ont augmenté de 1,3 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 8,2 G\$ US, en raison de l'augmentation de 2,1 G\$ US des souscriptions institutionnelles, qui a été contrebalancée en partie par une baisse de 0,8 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement.

Les souscriptions pour le semestre clos le 30 juin 2016 ont augmenté de 2,1 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 17,3 G\$ US, en raison de la hausse de 3,5 G\$ US des souscriptions institutionnelles, qui a été contrebalancée en partie par la diminution de 1,4 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement

La marge d'exploitation avant impôt (une mesure financière non définie par les IFRS) correspond au bénéfice net (à la perte nette) des activités principales avant impôt de l'unité Gestion d'actifs divisé par la somme des honoraires et des produits nets tirés des placements.



Les souscriptions au deuxième trimestre de 2016 ont diminué de 0,8 G\$ US par rapport au trimestre précédent en raison de la diminution de 1,2 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement, qui a été contrebalancée en partie par la hausse de 0,4 G\$ US des souscriptions institutionnelles.

Honoraires

Les honoraires sont essentiellement tirés des frais de gestion de placements, des honoraires liés au rendement, des frais de gestion liés aux services d'agent des transferts et aux autres services, ainsi que des commissions et frais de placement. Habituellement, les honoraires gagnés sont fondés sur l'actif géré et peuvent dépendre des marchés des capitaux, du rendement relatif des produits d'investissement de Putnam, du nombre de comptes individuels et des souscriptions.

Les honoraires pour le deuxième trimestre de 2016 ont diminué de 49 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 179 M\$ US. Cette diminution est essentiellement attribuable à la baisse des honoraires liés aux actifs découlant de la diminution de 13,6 G\$ US de l'actif géré moyen, laquelle résulte de la diminution des fonds communs de placement. La baisse des honoraires liés au rendement pour les fonds communs de placement a également contribué à la diminution.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les honoraires ont diminué de 90 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 362 M\$ US, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Les honoraires pour le deuxième trimestre de 2016 ont diminué de 4 M\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la diminution des commissions et frais de placement.

Bénéfice net

Pour le deuxième trimestre de 2016, la perte nette des activités principales (une mesure financière non définie par les IFRS) s'est chiffrée à 4 M\$ US, comparativement à un bénéfice net des activités principales de 8 M\$ US pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à la diminution des honoraires nets, partiellement contrebalancée par la hausse des produits nets tirés des placements qui s'explique par des profits latents liés aux capitaux de lancement et par la diminution des coûts de la rémunération. Pour le deuxième trimestre de 2016, la perte nette présentée, y compris les charges financières et autres, s'est chiffrée à 14 M\$ US, comparativement à une perte nette de 2 M\$ US pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre de 2016, les charges financières et autres sont demeurées comparables à celles enregistrées pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, la perte nette des activités principales s'est chiffrée à 16 M\$ US, comparativement à un bénéfice net des activités principales de 20 M\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net des activités principales pour l'exercice précédent comprend des recouvrements de coûts de 5 M\$ US qui ne se sont pas reproduits. Compte non tenu de ces recouvrements de coûts, le bénéfice net des activités principales a diminué de 31 M\$ US, surtout en raison de la baisse des honoraires nets et des produits nets tirés des placements, qui s'explique par des pertes latentes liées aux capitaux de lancement, et en raison de charges non récurrentes de 5 M\$ US essentiellement liées à un nouveau contrat de location conclu durant le premier trimestre de 2016. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par la baisse des coûts de rémunération évoquée pour les résultats trimestriels et par la baisse de l'impôt sur le résultat découlant de la décision de la direction de réclamer un montant de 3 M\$ US en crédits d'impôt étranger. Pour le semestre clos le 30 juin 2016, la perte nette présentée, y compris les charges financières et autres, s'est chiffrée à 32 M\$ US, comparativement à néant pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les charges financières et autres ont diminué de 4 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 16 M\$ US, principalement en raison de la baisse de l'impôt sur le résultat découlant de la décision de la direction de réclamer un montant de 6 M\$ US en crédits d'impôt étranger.



Pour le deuxième trimestre de 2016, la perte nette des activités principales s'est chiffrée à 4 M\$ US, comparativement à 12 M\$ US pour le trimestre précédent. La perte nette des activités principales pour le trimestre précédent tenait compte de charges non récurrentes liées à un nouveau contrat de location et d'un impôt sur le résultat moins élevé, facteurs évoqués dans les résultats depuis le début de l'exercice. Compte non tenu de ces éléments, la perte nette des activités principales a diminué de 6 M\$ US, principalement en raison de l'augmentation des produits nets tirés des placements, qui s'explique par des profits latents liés aux capitaux de lancement, ainsi que de la diminution des charges d'exploitation, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des honoraires nets. Pour le deuxième trimestre de 2016, la perte nette présentée, y compris les charges financières et autres, s'est chiffrée à 14 M\$ US, comparativement à 18 M\$ US pour le trimestre précédent. Pour le deuxième trimestre de 2016, les charges financières et autres se sont chiffrées à 10 M\$ US comparativement à 6 M\$ US au trimestre précédent; cette hausse s'explique principalement par l'impôt sur le résultat moins élevé au trimestre précédent découlant de la décision de la direction de réclamer un montant de 6 M\$ US en crédits d'impôt étranger.

ACTIF GÉRÉ

Actif géré (en dollars américains)					
	Pour le	s trimestres clo	s les	Pour les semes	stres clos les
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Actif au début	145 803 \$	148 370 \$	159 208 \$	148 370 \$	157 572 \$
Souscriptions – fonds communs de					
placement	3 749	4 959	4 500	8 708	10 108
Rachats – fonds communs de placement	(6 162)	(7 569)	(5 508)	(13 731)	(10 674)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – fonds					
communs de placement	(2 413)	(2 610)	(1 008)	(5 023)	(566)
Souscriptions – marchés institutionnels	4 487	4 083	2 416	8 570	5 060
Rachats – marchés institutionnels	(2 760)	(3 176)	(3 222)	(5 936)	(6 285)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – marchés institutionnels	1 727	907	(806)	2 634	(1 225)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – total	(686)	(1 703)	(1 814)	(2 389)	(1 791)
Incidence du rendement du marché	2 533	(864)	(1 046)	1 669	567
Actif à la fin	147 650 \$	145 803 \$	156 348 \$	147 650 \$	156 348 \$
Actif géré moyen					
Fonds communs de placement	72 540	72 522	87 896	72 532	87 588
Actifs institutionnels	74 188	68 869	72 459	71 592	71 803
Total de l'actif géré moyen	146 728 \$	141 391 \$	160 355 \$	144 124 \$	159 391 \$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2016, l'actif géré moyen a diminué de 13,6 G\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 146,7 G\$ US, essentiellement en raison de l'incidence cumulative du rendement négatif des marchés sur une période de douze mois ainsi que des sorties d'actifs nettes. Pour le deuxième trimestre de 2016, les sorties d'actifs nettes se sont chiffrées à 0,7 G\$ US comparativement à 1,8 G\$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les sorties d'actifs nettes trimestrielles des fonds communs de placement se sont établies à 2,4 G\$ US et les entrées d'actifs nettes des marchés institutionnels se sont chiffrées à 1,7 G\$ US.



Pour le semestre clos le 30 juin 2016, l'actif géré moyen a diminué de 15,3 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 144,1 G\$ US, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels. Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les sorties d'actifs nettes se sont chiffrées à 2,4 G\$ US comparativement à 1,8 G\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, les sorties d'actifs nettes des fonds communs de placement se sont établies à 5,0 G\$ US et les entrées d'actifs nettes des marchés institutionnels se sont chiffrées à 2,6 G\$ US.

L'actif géré moyen a augmenté de 4 % par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'incidence du rendement positif des marchés au cours du deuxième trimestre de 2016, partiellement contrebalancée par les sorties d'actifs nettes.

EXPLOITATION GÉNÉRALE AMÉRICAINE

Les résultats de l'exploitation générale américaine tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation américaine, y compris l'incidence de certains éléments non récurrents liés à l'exploitation américaine.

Au deuxième trimestre de 2016, la perte nette a augmenté de 1 M\$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 M\$ US, principalement en raison de l'augmentation des coûts de restructuration.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, la perte nette a augmenté de 2 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice 2015, pour s'établir à 4 M\$ US, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

La perte nette pour le trimestre clos le 30 juin 2016, qui s'est élevée à 2 M\$ US, est comparable à celle enregistrée pour le trimestre précédent.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes et l'unité Réassurance. Aux résultats de ces unités s'ajoute une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. L'unité Assurance et rentes offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des produits de rentes immédiates par l'intermédiaire de filiales de la Canada-Vie au Royaume-Uni, à l'île de Man et en Allemagne, ainsi que par l'entremise d'Irish Life, en Irlande. L'unité Réassurance exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande par l'entremise de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

CONVERSION DES DEVISES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS qui met en évidence l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Cette mesure fournit des renseignements utiles, car elle accroît la comparabilité des résultats entre les périodes. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS au début du présent rapport.



	Pou	ır le:	s trimestre	Pour les semes	Pour les semestres clos les		
	30 juin 2016		31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015	
Primes et dépôts	8 331	\$	7 841	\$ 5 193 \$	16 172 \$	11 866 \$	
Honoraires et autres produits	307		321	283	628	610	
Bénéfice net	293		287	289	580	575	
Total de l'actif Actif net des fonds communs de placement	155 558	\$	159 961	\$ 152 025 \$			
exclusifs et des comptes institutionnels	32 480		29 913	22 091			
Total de l'actif géré	188 038		189 874	174 116			
Autres actifs administrés	38 975		39 903	47 536			
Total de l'actif administré ⁽¹⁾	227 013	\$	229 777	\$ 221 652 \$			

⁽¹⁾ Au 30 juin 2016, le total de l'actif administré ne tient pas compte de l'actif géré, d'un montant de 7,0 G\$, pour d'autres unités d'exploitation au sein du groupe de sociétés de Lifeco, comme il est expliqué à la section « Exploitation européenne – Faits nouveaux en 2016 ».

FAITS NOUVEAUX EN 2016

- Pour le trimestre clos le 30 juin 2016, les primes et dépôts se sont établis à 8,3 G\$, une augmentation de 3,1 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent qui s'explique principalement par la hausse des souscriptions de fonds communs de placement en Irlande, par les nouvelles ententes et les ententes restructurées en matière de réassurance, par l'augmentation des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni et par l'incidence de la fluctuation des devises.
- Le bénéfice net s'est chiffré à 293 M\$ au deuxième trimestre de 2016, un résultat similaire à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le vote du 23 juin 2016 en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) a entraîné de la volatilité et de l'incertitude sur le marché. Les activités de la Compagnie en Europe, qui sont principalement des activités intérieures ou transfrontalières à partir de l'Irlande ou de l'Allemagne, sont solides et stables et bénéficient de portefeuilles de placement diversifiés. Ces activités disposent d'une capitalisation adéquate, et la Compagnie est décidée à maintenir sa présence sur ces marchés. Les besoins des clients en matière d'assurance, de gestion du patrimoine et de rentes n'ont pas changé, et la Compagnie demeure bien positionnée pour continuer à les combler. Au cours des prochaines années, alors que le Royaume-Uni et l'UE devront négocier leur nouveau partenariat, la Compagnie continuera de collaborer étroitement avec ses clients, ses partenaires d'affaires et les organismes de réglementation.
- Le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'UE a provoqué une grande incertitude à l'égard des répercussions éventuelles sur la valeur des biens immobiliers au Royaume-Uni. Cette incertitude a notamment donné lieu à une augmentation des retraits et des transferts sortants des fonds immobiliers par les investisseurs au Royaume-Uni. Au début de juillet 2016, certains gestionnaires de fonds immobiliers au Royaume-Uni ont réagi en suspendant temporairement les rachats. Afin de protéger les intérêts de tous les investisseurs, la Compagnie a suspendu temporairement les retraits et les transferts sortants de ses fonds immobiliers de revenu viager et de retraite de la Canada-Vie et d'Irish Life U.K. (les fonds), étant donné l'incertitude à l'égard de la valeur des biens immobiliers et de la liquidité des fonds. Selon les modalités des polices, le gel des retraits peut durer jusqu'à six mois. La direction continue de surveiller les conditions du marché pour déterminer le moment approprié pour mettre fin à la suspension temporaire.



- En Europe, la nouvelle réglementation Solvabilité II est entrée en vigueur le 1er janvier 2016. Toutes les filiales réglementées européennes de la Compagnie sont en bonne posture pour répondre aux nouvelles exigences. La réglementation Solvabilité II comprend un nouveau régime de capital ainsi qu'une nouvelle approche en matière de gouvernance et de surveillance. Le nouveau régime de gouvernance vise une participation du conseil d'administration qui est davantage active et axée sur le risque, ce qui cadre bien avec la philosophie et la culture actuelles de la Compagnie. Le nouveau régime de capital a délaissé l'approche axée sur les facteurs pour faire appel à une méthode centrée sur les risques, qui est plus sensible aux fluctuations des taux d'intérêt que l'ancien régime. En 2016, la Compagnie continuera de mettre l'accent sur la gestion de l'éventuelle volatilité de capital causée par cette nouvelle réglementation. Les organismes de réglementation ont approuvé des mesures de transition et d'autres mesures concernant les activités liées aux prestations garanties à long terme qui permettront de réduire l'incidence de la volatilité actuelle du marché sur le capital réglementaire exigé dans la réforme Solvabilité II.
- Le 29 avril 2016, Irish Life Investment Managers (ILIM) a été nommée sous-conseiller de Great-West Capital Management, une filiale en propriété exclusive de Great-West Financial; ILIM agira à titre de conseiller en placement pour une série de fonds de Great-West Funds. Au 30 juin 2016, cette entente comprenait des fonds gérés de 4,8 G€, répartis sur six fonds indexés.
- Le 1^{er} août 2016, la Compagnie a conclu l'acquisition d'Aviva Health Insurance Ireland Limited (Aviva Health), une compagnie irlandaise d'assurance-maladie, et a pris contrôle de GloHealth Financial Services Limited (GloHealth), une société dans laquelle la Compagnie détenait déjà une participation de 49 %. Aviva Health et GloHealth se regrouperont pour ainsi devenir un chef de file sur le marché irlandais de l'assurance-maladie. La Compagnie s'est fixé un objectif annuel en matière de réduction des coûts de 16 M€ avant impôt qui devrait se concrétiser grâce aux efficiences opérationnelles permises par le regroupement des entreprises avec l'éventail d'activités existantes en Irlande. Les activités d'intégration, dont le coût prévu s'élève à 16 M€, devraient être achevées au cours des 18 à 24 prochains mois.
- Au cours du deuxième trimestre de 2016, des fonds quantitatifs d'ILIM ont été lancés sur la plateforme de la Corporation Financière Mackenzie, au Canada, afin d'offrir aux particuliers et aux conseillers canadiens un accès direct à la stratégie des actions mondiales à faible volatilité. Cette opération s'est faite dans la foulée des lancements réussis des solutions ILIM au sein des produits phares du Groupe Investors au second semestre de 2015 et d'Investments Planning Counsel au premier trimestre de 2016.
- Au cours du deuxième trimestre de 2016, Ireland Strategic Investment Fund et deux autres gestionnaires d'actif
 ont choisi ILIM pour gérer des mandats mondiaux d'actifs multiples. Au 30 juin 2016, l'actif géré par ILIM aux
 termes de cette entente se chiffrait à 0,6 G€.
- Au deuxième trimestre de 2016, la Compagnie a reçu différents prix :
 - Irish Life a reçu le prix de la meilleure expérience client lors de la remise des All-Ireland Marketing Awards de 2016.
 - La Canada-Vie s'est classée au premier rang des compagnies d'assurance-vie du sondage annuel Charta de 2016 en Allemagne. La Canada-Vie se classe parmi les trois meilleures compagnies pour la cinquième année consécutive.
 - La Canada-Vie a obtenu une note de cinq étoiles dans la catégorie de l'assurance-vie et des régimes de retraite dans le cadre des récents FTAdviser Online Innovation and Service Awards, pour la deuxième année consécutive. La Compagnie a également obtenu une note de quatre étoiles dans la catégorie des placements.



UNITÉS D'EXPLOITATION - EXPLOITATION EUROPÉENNE

ASSURANCE ET RENTES

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour le	s trimestres clo	Pour les semestres clos les			
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015	
Primes et dépôts ⁽¹⁾	6 293 \$	5 674 \$	4 116 \$	11 967 \$	9 276 \$	
Souscriptions ⁽¹⁾	5 550	4 574	3 396	10 124	7 852	
Honoraires et autres produits	303	316	277	619	599	
Bénéfice net	225	226	207	451	423	

⁽¹⁾ Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016, les primes et dépôts, de même que les souscriptions, ne tiennent pas compte de l'actif géré, d'un montant de 6,9 G\$, pour d'autres unités d'exploitation au sein du groupe de sociétés de Lifeco, comme il est expliqué à la section « Exploitation européenne – Faits nouveaux en 2016 ».

Primes et dépôts

Au deuxième trimestre de 2016, les primes et dépôts ont augmenté de 2,2 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 6,3 G\$. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande, à la hausse des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni et à l'incidence de la fluctuation des devises.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les primes et dépôts ont augmenté de 2,7 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, dont les résultats comprenaient l'acquisition des activités de rentes d'Equitable Life au premier trimestre de 2015, pour s'établir à 12,0 G\$. Compte non tenu de l'incidence de l'acquisition d'Equitable Life, les primes et dépôts ont augmenté de 4,3 G\$ en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Au deuxième trimestre de 2016, les primes et dépôts ont augmenté de 0,6 G\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une hausse des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande et de l'augmentation des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence de la fluctuation des devises.

Souscriptions

Les souscriptions pour le deuxième trimestre de 2016 ont augmenté de 2,2 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 5,6 G\$. Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les souscriptions ont augmenté pour se chiffrer à 10,1 G\$, comparativement à 7,9 G\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Les hausses enregistrées pour le trimestre et le semestre s'expliquent par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour les primes et dépôts des périodes respectives.

Les souscriptions pour le deuxième trimestre de 2016 ont augmenté de 1,0 G\$ par rapport au trimestre précédent, en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les primes et dépôts de la période correspondante.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2016 ont augmenté de 26 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 303 M\$. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des honoraires relatifs aux profits réalisés sur les placements qui se rapportent à un bloc d'affaires fermé de produits en unités de comptes en Irlande et par l'incidence de la fluctuation des devises. Les honoraires relatifs à ce bloc d'affaires sont particulièrement sensibles à l'activité du marché au début et à la fin d'une période de présentation de l'information financière.



Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les honoraires et autres produits ont augmenté de 20 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 619 M\$. Cette augmentation s'explique par l'incidence de la fluctuation des devises, partiellement contrebalancée par la baisse des honoraires relatifs aux profits réalisés sur les placements qui se rapportent à un bloc d'affaires fermé de produits en unités de comptes en Irlande.

Pour le deuxième trimestre de 2016, les honoraires et autres produits ont diminué de 13 M\$ par rapport au trimestre précédent principalement en raison de l'incidence de la fluctuation des devises.

Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2016, le bénéfice net a augmenté de 18 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'élever à 225 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et aux résultats plus favorables au chapitre de la mortalité, facteurs contrebalancés en partie par la diminution de l'apport des placements, y compris les charges pour perte de valeur sur les prêts hypothécaires découlant de l'insolvabilité de BHS, un détaillant du Royaume-Uni.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, le bénéfice net a augmenté de 28 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 451 M\$. L'augmentation tient surtout aux résultats favorables au chapitre de la mortalité, à la hausse des volumes de nouvelles affaires en matière de rentes immédiates au Royaume-Uni et à la diminution de l'impôt sur le résultat, y compris l'incidence de la modification du taux d'imposition des sociétés au Royaume-Uni sur les soldes d'impôt différé au cours du premier trimestre de 2016. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse de l'apport des placements et par les résultats moins favorables au chapitre de la morbidité.

Au deuxième trimestre de 2016, le bénéfice net est demeuré comparable à celui enregistré au trimestre précédent, les résultats favorables au chapitre de la mortalité et la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance ayant été contrebalancés par la baisse de l'apport des placements et l'incidence de la fluctuation des devises.

RÉASSURANCE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour le	s trimestres clo	Pour les semestres clos les		
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Primes et dépôts	2 038 \$	2 167 \$	1 077 \$	4 205 \$	2 590 \$
Honoraires et autres produits	4	5	6	9	11
Bénéfice net	74	63	92	137	169

Primes et dépôts

Les primes liées à la réassurance peuvent fluctuer de manière importante d'une période à l'autre en fonction des modalités des traités sous-jacents. Pour certaines opérations de réassurance-vie, les primes varieront selon les composantes de l'opération. Les traités en vertu desquels les passifs relatifs aux contrats d'assurance sont pris en charge sur une base proportionnelle seront généralement assortis de primes beaucoup plus élevées que les traités en vertu desquels les sinistres ne sont pas assumés par le réassureur avant qu'un certain seuil ne soit dépassé. Le bénéfice n'est donc pas directement lié aux primes recues.

Au deuxième trimestre de 2016, les primes et dépôts ont augmenté de 1,1 G\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2,0 G\$, principalement en raison des nouvelles ententes de réassurance et des ententes restructurées ainsi que de l'incidence de la fluctuation des devises.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les primes et dépôts ont augmenté de 1,6 G\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 4,2 G\$. Cette augmentation s'explique essentiellement par les mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Au deuxième trimestre de 2016, les primes et dépôts ont diminué de 0,1 G\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'incidence de la fluctuation des devises.



Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2016 ont diminué de 2 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 4 M\$. Certains traités de réassurance-vie ont été restructurés en 2015, ce qui a donné lieu à une diminution des honoraires sur une base continue.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, les honoraires et autres produits ont diminué de 2 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 9 M\$, principalement en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour les résultats trimestriels.

Les honoraires se sont chiffrés à 4 M\$ au deuxième trimestre de 2016, soit un montant comparable à celui enregistré au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2016 a diminué de 18 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 74 M\$. Cette baisse est principalement attribuable aux résultats moins favorables au chapitre de la mortalité dans le secteur de l'assurance-vie traditionnelle, partiellement contrebalancés par la hausse des volumes de nouvelles affaires. De plus, les modifications de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat ont eu une incidence positive sur le bénéfice net du deuxième trimestre de 2015, modifications qui ne se sont pas reproduites.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, le bénéfice net a diminué de 32 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 137 M\$. Cette baisse est principalement attribuable aux résultats moins favorables au chapitre de la mortalité dans le secteur de l'assurance-vie traditionnelle et à la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, partiellement contrebalancés par la hausse des volumes de nouvelles affaires. De plus, les modifications de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat ont eu une incidence positive sur le bénéfice net en 2015, modifications qui ne se sont pas reproduites en 2016.

Au deuxième trimestre de 2016, le bénéfice net a augmenté de 11 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est surtout attribuable à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et à la baisse des pressions exercées par les nouvelles affaires.

EXPLOITATION GÉNÉRALE EUROPÉENNE

Les résultats de l'exploitation générale européenne tiennent compte des charges financières, de l'incidence de certains éléments non récurrents ainsi que des résultats liés aux activités internationales existantes.

Au deuxième trimestre de 2016, l'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 6 M\$, comparativement à une perte nette de 10 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du deuxième trimestre de 2016 incluent des coûts de 1 M\$, qui comprennent des coûts de restructuration liés à LGII, alors que des coûts de 9 M\$ liés à l'intégration d'Irish Life avaient été engagés au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence des coûts de restructuration et d'acquisition, la perte nette a augmenté de 4 M\$, principalement en raison de la diminution du bénéfice au sein des activités internationales existantes.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, l'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 8 M\$, comparativement à une perte nette de 17 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette depuis le début de l'exercice tient compte de coûts de 2 M\$, qui comprennent des coûts de restructuration liés à LGII, comparativement à des coûts de 15 M\$ liés à Irish Life pour la période correspondante de 2015. Compte non tenu de l'incidence des coûts de restructuration, la perte nette a augmenté de 4 M\$, principalement pour la même raison que celle évoquée pour les résultats trimestriels

La perte nette pour le trimestre clos le 30 juin 2016 a augmenté, passant ainsi de 2 M\$ au trimestre précédent à 6 M\$ pour le trimestre considéré, principalement en raison de la diminution du bénéfice au sein des activités internationales existantes.



RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats d'exploitation associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

La perte nette s'est chiffrée à 2 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2016, comparativement à une perte nette de 5 M\$ au deuxième trimestre de 2015, une baisse qui s'explique principalement par l'incidence favorable des modifications de certaines estimations liées à l'impôt sur le résultat, qui n'avaient pas eu lieu en 2015.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016, l'exploitation générale de Lifeco a présenté une perte nette de 8 M\$, en baisse par rapport à la perte nette de 11 M\$ enregistrée pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison du même facteur que celui évoqué pour les résultats trimestriels.

La perte nette pour le trimestre clos le 30 juin 2016 a diminué, passant ainsi de 6 M\$ au trimestre précédent à 2 M\$ pour le trimestre considéré, principalement en raison de la baisse de l'impôt sur le résultat évoquée pour les résultats trimestriels.

GESTION DU RISQUE ET PRATIQUES RELATIVES AU CONTRÔLE

Le conseil d'administration a la responsabilité finale des principes et des politiques de gouvernance de la Compagnie, ce qui comprend la politique de gestion des risques d'entreprise, qui définit les principes directeurs de la gestion des risques, ainsi que le cadre de tolérance au risque, qui reflète les niveaux et les types de risques que la Compagnie est prête à tolérer dans le cadre de ses activités commerciales. La gestion du risque et les pratiques relatives au contrôle de la Compagnie n'ont subi aucune modification importante au cours du deuxième trimestre de 2016. Se reporter au rapport de gestion annuel de 2015 de la Compagnie pour une description détaillée de la gestion du risque et des pratiques relatives au contrôle de la Compagnie.

MÉTHODES COMPTABLES

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

En raison de la nature évolutive des IFRS, certaines modifications de ces normes ont eu une incidence sur la Compagnie en 2016 et certaines modifications pourraient avoir une incidence sur la Compagnie pour les périodes de présentation ultérieures. La Compagnie surveille activement les modifications futures aux IFRS proposées par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) dans le but d'évaluer si ces modifications sont susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats ou les activités de la Compagnie.

La Compagnie a adopté les modifications à portée limitée des IFRS pour IFRS 11, *Partenariats*, IAS 16, *Immobilisations corporelles*, IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, IAS 1, *Présentation des états financiers*, IFRS 10, *États financiers consolidés*, IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, ainsi que pour les *Améliorations annuelles Cycle 2012-2014*, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2016. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Compagnie.

En ce qui a trait aux changements futurs de méthodes comptables qui pourraient avoir une incidence sur la Compagnie, il n'y a pas eu de modification importante par rapport aux informations fournies dans le rapport de gestion annuel de la Compagnie pour 2015.



AUTRES RENSEIGNEMENTS

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels (en millions de dollars, sauf les montants par action	1)											
		20	16			20	15		2014			
	T2		T1	T4	Т3		T2	T1	T4		Т3	
Total des produits ⁽¹⁾	12 807	\$	12 352	\$ 8 321	\$ 8 596	\$	4 224	\$ 12 679	\$ 10 723	\$	8 451	\$
Détenteurs d'actions ordinaires Bénéfice net												
Total	671		620	683	720		659	700	657		687	
De base – par action	0,675		0,625	0,688	0,724		0,661	0,702	0,658		0,687	
Dilué – par action	0,674		0,623	0,686	0,722		0,659	0,700	0,657		0,686	

⁽¹⁾ Les produits tiennent compte des variations de la juste valeur par le biais du résultat net des actifs de placement.

Le bénéfice net consolidé attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 671 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016, comparativement à 659 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,675 \$ par action ordinaire (0,674 \$ après dilution) pour le deuxième trimestre de 2016, comparativement à 0,661 \$ par action ordinaire (0,659 \$ après dilution) il y a un an.

Le total des produits pour le deuxième trimestre de 2016 s'est établi à 12 807 M\$ et comprend des primes reçues de 6 871 M\$, des produits nets tirés des placements réguliers de 1 576 M\$, une variation à la hausse de 3 129 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net et des honoraires et autres produits de 1 231 M\$.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information se rapportant à la Compagnie devant être présentée dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales est a) consignée, traitée, résumée et présentée dans les délais stipulés par les lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales, et b) réunie et transmise aux membres de la haute direction de la Compagnie, notamment le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers, selon le cas, afin de leur permettre de prendre des décisions en temps opportun concernant la présentation de l'information.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont dressés conformément aux IFRS. La direction de la Compagnie est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites intrinsèques et pourraient devenir inefficaces par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2016, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence significative sur celui-ci.



TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2015.

CONVERSION DES DEVISES

Lifeco exerce ses activités dans plusieurs devises par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation. Les quatre principales devises sont le dollar canadien, le dollar américain, la livre sterling et l'euro. Dans le présent rapport, l'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période. Voici les taux employés :

Conversion des devises						
Périodes closes les	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars
	2016	2016	2015	2015	2015	2015
Dollar américain						
Bilan	1,30	\$ 1,30 \$	1,38	1,34 \$	1,25 \$	1,27 \$
Produits et charges	1,29	\$ 1,37 \$	1,34 \$	\$ 1,31 \$	1,23 \$	1,24 \$
Livre sterling						
Bilan	1,72	\$ 1,87 \$	2,04 \$	2,02 \$	1,96 \$	1,88 \$
Produits et charges	1,85	\$ 1,96 \$	2,03	\$ 2,03 \$	1,89 \$	1,88 \$
Euro						
Bilan	1,44	\$ 1,48 \$	1,50 9	1,50 \$	1,39 \$	1,36 \$
Produits et charges	1,46	\$ 1,51 \$	1,46	1,46 \$	1,36	1,40 \$

Des renseignements supplémentaires sur Lifeco, y compris ses plus récents états financiers consolidés, l'attestation du chef de la direction et du chef des services financiers ainsi que la notice annuelle, sont accessibles sur le site www.sedar.com.



COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT (non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Pour les	s trimestres clo	s les	Pour les semes	tres clos les
_	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Produits					
Primes reçues					
Primes brutes souscrites	7 834 \$	7 926 \$	6 410 \$	15 760 \$	14 216 \$
Primes cédées	(963)	(911)	(894)	(1 874)	(1 768)
Total des primes, montant net	6 871	7 015	5 516	13 886	12 448
Produits nets tirés des placements (note 4)					_
Produits nets tirés des placements – réguliers	1 576	1 673	1 519	3 249	3 055
Variations de la juste valeur par le biais du					
résultat net	3 129	2 410	(4 037)	5 539	(1 084)
Total des produits nets tirés des placements	4 705	4 083	(2 518)	8 788	1 971
Honoraires et autres produits	1 231	1 254	1 226	2 485	2 484
_	12 807	12 352	4 224	25 159	16 903
Prestations et charges					
Prestations aux titulaires de polices					
Montant brut	6 143	6 642	5 127	12 785	10 767
Montant cédé	(501)	(472)	(490)	(973)	(973)
Total des prestations aux titulaires de polices,	(001)	(· · _/	(100)	(0.07)	(0.0)
montant net	5 642	6 170	4 637	11 812	9 794
Participations des titulaires de polices et					
bonifications	381	369	374	750	755
Variation des passifs relatifs aux contrats					
d'assurance et d'investissement	4 012	3 139	(3 423)	7 151	928
Total des sommes versées ou créditées aux			_		_
titulaires de polices	10 035	9 678	1 588	19 713	11 477
Commissions	599	566	554	1 165	1 069
Charges d'exploitation et frais administratifs	1 161	1 208	1 081	2 369	2 159
Taxes sur les primes	98	92	80	190	164
Charges financières (note 9)	75	78	75	153	152
Amortissement des immobilisations		70	70	100	102
incorporelles à durée déterminée	44	46	37	90	73
Coûts de restructuration et d'acquisition	5	4	14	9	21
Bénéfice avant impôt	790	680	795	1 470	1 788
Impôt sur le résultat (note 14)	76	24	86	100	310
Bénéfice net avant les participations ne					
donnant pas le contrôle	714	656	709	1 370	1 478
Attribuable aux participations ne donnant pas le					
contrôle	13	5	19	18	56
Bénéfice net	701	651	690	1 352	1 422
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	30	31	31	61	63
Bénéfice net – détenteurs d'actions					_
ordinaires	671 \$	620 \$	659 \$	1 291 \$	1 359 \$
Bénéfice par action ordinaire (note 11)					
De base	0,675 \$	0,625 \$	0,661 \$	1,300 \$	1,363 \$
Dilué					
Dilut =	0,674 \$	0,623 \$	0,659 \$	1,298 \$	1,359 \$



ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL (non audité) (en millions de dollars canadiens)

_	Pour les	trimestres clo	s les	Pour les semes	tres clos les
	30 juin 2016	31 mars 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Bénéfice net	701 \$	651 \$	690 \$	1 352 \$	1 422 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)					
Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement dans les comptes consolidés de résultat					
Profits (pertes) de change latents à la conversion des établissements à l'étranger	(508)	(984)	146	(1 492)	879
Profits (pertes) de change latents sur les titres d'emprunt libellés en euros désignés comme couverture de l'investissement net dans des					
établissements à l'étranger	20	10	(15)	30	5
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(3)	(1)	1	(4)	1
Profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente	125	121	(141)	246	(11)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(22)	(24)	30	(46)	2
Profits réalisés sur les actifs disponibles à la	,	()		(- /	
vente	(18)	(31)	(20)	(49)	(93)
Charge d'impôt sur le résultat	3	4	3	7	15
Profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie	(20)	95	29	75	(106)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	7	(36)	(11)	(29)	40
Pertes réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie	_	1	_	1	1
Participations ne donnant pas le contrôle	(21)	6	35	(15)	(7)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	5	3	(10)	8	1
Total des éléments qui pourraient être					
reclassés	(432)	(836)	47	(1 268)	727
Éléments qui ne seront pas reclassés dans les comptes consolidés de résultat					
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies et d'autres avantages	(220)	(242)	325	(462)	102
postérieurs à l'emploi (note 13) (Charge) économie d'impôt sur le résultat	(220) 57	(242) 62	(77)	119	(29)
Participations ne donnant pas le contrôle	14	19	(17)	33	(12)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(3)	(5)	5	(8)	4
Total des éléments qui ne seront pas	(3)	(0)		(0)	-
reclassés	(152)	(166)	234	(318)	65
Total des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(584)	(1 002)	281	(1 586)	792
Bénéfice global (perte globale)	117 \$	(351) \$	971 \$	(234) \$	2 214 \$
=		· / ·			



BILANS CONSOLIDÉS (non audité) (en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2016	31 décembre 2015
Actif		(note 16)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 068 \$	2 813 \$
Obligations (note 4)	114 802	114 943
Prêts hypothécaires (note 4)	21 573	22 021
Actions (note 4)	8 390	7 873
Immeubles de placement (note 4)	4 377	5 237
Avances consenties aux titulaires de polices	8 403	8 694
The local delication and the periods	160 613	161 581
Fonds détenus par des assureurs cédants	12 418	15 512
Goodwill	5 885	5 913
Immobilisations incorporelles	3 859	4 036
Instruments financiers dérivés	645	461
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire	633	653
Immobilisations corporelles	294	298
Autres actifs	2 460	2 643
Primes en voie de recouvrement, débiteurs et intérêts à recevoir	3 844	3 553
Actifs au titre des cessions en réassurance (note 7)	4 936	5 131
Impôt exigible	115	69
Actifs d'impôt différé	1 824	1 891
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts (note 8)	192 725	198 194
Total de l'actif	390 251 \$	399 935 \$
iotal de l'actil	330 Z31 ¥	399 933 · ψ
Passif		
Passifs relatifs aux contrats d'assurance (note 7)	155 633 \$	158 492 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement (note 7)	2 076	2 253
Débentures et autres instruments d'emprunt	5 204	5 395
Titres de fiducies de capital	161	161
Fonds détenus en vertu de traités de réassurance	313	356
Instruments financiers dérivés	2 087	2 624
Créditeurs	2 080	1 755
Autres passifs	3 788	3 367
Impôt exigible	561	492
Passifs d'impôt différé	1 422	1 586
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires		
de polices de fonds distincts (note 8)	192 725	198 194
Total du passif	366 050	374 675
Capitaux propres		
Participations ne donnant pas le contrôle		
Surplus attribuable au compte de participation de filiales	2 626	2 611
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	192	195
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	102	133
Capital social (note 10)		
Actions privilégiées	2 514	2 514
Actions ordinaires	7 156	7 156
Surplus cumulé	10 956	10 431
Cumul des autres éléments du résultat global	632	2 218
Surplus d'apport	125	135
	24 201	
Total des capitaux propres Total du passif et des capitaux propres	390 251 \$	25 260 399 935 \$
iotal du passil et des capitaux propres	330 231 \$	১৯৯ ৯১১ 🐧



ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (non audité) (en millions de dollars canadiens)

			30 juir	2016		
				Cumul des		_
	0	0	0	autres	Participations	Total des
	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	éléments du résultat global	ne donnant pas le contrôle	capitaux propres
-	Social	и аррогі	cumule	resultat global	ie controle	propres
Solde au début de l'exercice	9 670 \$	135 \$	10 431 \$	2 218 \$	2 806 \$	25 260 \$
Bénéfice net	_	_	1 352	_	18	1 370
Autres éléments de perte globale	_	_	_	(1 586)	(18)	(1 604)
	9 670	135	11 783	632	2 806	25 026
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées (note 11)	_	_	(61)	_	_	(61)
Détenteurs d'actions ordinaires	_	_	(687)	_	_	(687)
Actions exercées et émises en vertu des régimes de paiements fondés sur des actions (note 10)	20	(45)	_	_	49	24
Charge au titre des régimes de paiements fondés sur des actions	_	35	_	_	_	35
Règlement en titres de capitaux propres des régimes fondés sur des actions de Putnam	_	_	_	_	(39)	(39)
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 10)	(97)	_	_	_	_	(97)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 10)	77	_	(77)	_	_	_
Perte de dilution sur les participations ne donnant	"	_	(11)	_	_	_
pas le contrôle	_	_	(2)	_	2	_
Solde à la fin de la période	9 670 \$	125 \$	10 956 \$	632 \$	2 818 \$	24 201 \$

			30 juin	2015		
	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début de l'exercice	9 616 \$	126 \$	9 134 \$	378 \$	2 643 \$	21 897 \$
Bénéfice net	_	_	1 422	_	56	1 478
Autres éléments de bénéfice global	_	_	_	792	14	806
	9 616	126	10 556	1 170	2 713	24 181
Dividendes aux actionnaires						
Détenteurs d'actions privilégiées (note 11)	_	_	(63)	_	_	(63)
Détenteurs d'actions ordinaires	_	_	(650)	_	_	(650)
Actions exercées et émises en vertu des régimes						
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	79	(46)	_	_	39	72
	_	29	_	_	_	29
régimes fondés sur des actions de Putnam	_	_	_	_	(23)	(23)
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 10)	(76)	_	_	_	_	(76)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 10)	61	_	(61)	_	_	_
Perte de dilution sur les participations ne donnant pas le contrôle	_	_	(3)	_	3	_
Solde à la fin de la période	9 680 \$	109 \$	9 779 \$	1 170 \$	2 732 \$	23 470 \$
Détenteurs d'actions privilégiées (note 11) Détenteurs d'actions ordinaires Actions exercées et émises en vertu des régimes de paiements fondés sur des actions (note 10) Charge au titre des régimes de paiements fondés sur des actions Règlement en titres de capitaux propres des régimes fondés sur des actions de Putnam Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 10) Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (note 10) Perte de dilution sur les participations ne donnant pas le contrôle	61 —	29 — — — —	(650) — — — — — (61)		_ _ _ 3	(63 :



TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les semestres
clos les 30 juin

	cios ies so juin	
	2016	2015
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant impôt	1 470 \$	1 788 \$
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements reçus	(142)	(265)
Ajustements:		
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	7 175	(729)
Variation des fonds détenus par des assureurs cédants	295	479
Variation des fonds détenus en vertu de traités de réassurance	5	(90)
Variation des coûts d'acquisition différés	26	24
Variation des actifs au titre des cessions en réassurance	(52)	124
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(5 539)	1 084
Autres	(95)	81
	3 143	2 496
Activités de financement		
Émission d'actions ordinaires (note 10)	20	79
Actions ordinaires achetées et annulées (note 10)	(97)	(76)
Diminution de la marge de crédit d'une filiale	(93)	(161)
Augmentation (diminution) des débentures et autres instruments d'emprunt	9	_
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(687)	(650)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(61)	(63)
Bividended verded during detector privilegiese	(909)	(871)
Activités d'investissement	(303)	(071)
Ventes et échéances d'obligations	16 876	16 396
Encaissements sur prêts hypothécaires	1 292	1 280
Ventes d'actions	1 632	1 025
Ventes d'actions Ventes d'immeubles de placement	373	4
Variation des avances consenties aux titulaires de polices	(63)	(104)
		, ,
Placement dans des obligations	(18 026)	(17 821)
Placement dans des prêts hypothécaires	(1 886)	(1 161)
Placement dans des actions	(1 888)	(917)
Placement dans des immeubles de placement	(84)	(246)
	(1 774)	(1 544)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et		
les équivalents de trésorerie	(205)	109
100 04417410110 40 1100010110	(200)	100
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	255	190
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 813	2 498
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 068 \$	2 688 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Produits d'intérêts reçus	2 756 \$	2 499 \$
Intérêts versés		
	157 \$	157 \$
Dividendes reçus	129 \$	120 \$



NOTES ANNEXES RÉSUMÉES (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Renseignements généraux

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) est une société inscrite en Bourse (Bourse de Toronto : GWO), constituée en société par actions et domiciliée au Canada. L'adresse du siège social de la Compagnie est la suivante : 100, rue Osborne Nord, Winnipeg (Manitoba) Canada R3C 1V3. Lifeco est membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power (la Financière Power), et cette dernière est la société mère de la Compagnie.

Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers ayant des participations dans l'assurance-vie, l'assurance-maladie, l'épargne-retraite, la gestion de placements et la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis et en Europe, par l'entremise de ses principales filiales en exploitation, soit La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam).

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers) de la Compagnie au 30 juin 2016 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date ont été approuvés par le conseil d'administration en date du 3 août 2016.

2. Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les présents états financiers devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés annuels audités et aux notes annexes de la Compagnie au 31 décembre 2015.

Les états financiers de la Compagnie au 30 juin 2016 ont été préparés conformément aux exigences de la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'IASB), ainsi qu'aux mêmes méthodes comptables et de calcul que celles qui ont été suivies dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, sauf dans les cas décrits ci-dessous.

La Compagnie a adopté les modifications à portée limitée des Normes internationales d'information financière (IFRS) pour IFRS 11, *Partenariats*, IAS 16, *Immobilisations corporelles*, IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, IAS 1, *Présentation des états financiers*, IFRS 10, *États financiers consolidés*, IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, ainsi que pour les *Améliorations annuelles* — *Cycle 2012-2014*, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2016. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Compagnie.

Comme il a été expliqué dans les états financiers consolidés annuels audités au 31 décembre 2015, aucune autre modification importante aux méthodes comptables futures n'aura d'incidence sur la Compagnie.



2. Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables (suite)

Utilisation d'estimations, d'hypothèses et de jugements importants

Aux fins de la préparation des présents états financiers, la direction doit porter des jugements importants, faire des estimations importantes et formuler des hypothèses importantes qui influent sur les montants présentés de l'actif, du passif, du bénéfice net et sur l'information fournie à leur sujet. Bien que ces jugements et estimations comportent un degré d'incertitude inhérente, la direction est d'avis que les montants présentés sont raisonnables. Les principales sources d'incertitudes relatives aux estimations et les secteurs où des jugements importants ont été portés sont décrits dans les méthodes comptables concernées, présentées à la note 2 des états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes de la Compagnie au 31 décembre 2015.

Les résultats de la Compagnie tiennent compte des jugements portés par la direction à l'égard de l'incidence de la situation actuelle des marchés du crédit, des actions ainsi que du change à l'échelle mondiale. La provision pour pertes sur créances futures, incluse dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance de la Compagnie, est tributaire des notations des placements. La Compagnie a pour habitude d'utiliser les notations de tiers indépendants lorsqu'elles sont disponibles. La direction porte des jugements lorsqu'elle doit établir une notation pour les instruments qui ne se sont pas vus accorder de notation par un tiers.

3. Acquisitions d'entreprises

Le 1^{er} août 2016, la Compagnie a conclu, par l'intermédiaire de sa filiale irlandaise en propriété exclusive indirecte, Irish Life Group Limited, l'acquisition d'Aviva Health Insurance Ireland Limited (Aviva Health), une compagnie irlandaise d'assurance-maladie, et a pris contrôle de GloHealth Financial Services Limited (GloHealth), une société dans laquelle Irish Life Group Limited détenait déjà une participation de 49 %. La Compagnie a également annoncé qu'Aviva Health et GloHealth se regrouperont pour ainsi devenir un chef de file sur le marché irlandais de l'assurance-maladie.

Étant donné la conclusion récente de l'acquisition, l'évaluation et le prix d'achat initial aux fins de la comptabilisation des regroupements d'entreprises ne sont pas disponibles à la date de publication des présents états financiers consolidés intermédiaires. Par conséquent, la Compagnie n'a pas fourni les montants comptabilisés à la date de l'acquisition pour les principales catégories d'actifs acquis et de passifs pris en charge, y compris le goodwill et les immobilisations incorporelles.



4. Placements de portefeuille

a) Les valeurs comptables et les justes valeurs estimatives des placements de portefeuille sont les suivantes :

	30 juin 2016		31 décembre 2015		
	Valeur	Juste	Valeur	Juste	
	comptable	valeur	comptable	valeur	
Obligations					
Désignées comme étant à la juste valeur					
par le biais du résultat net ⁽¹⁾	83 326 \$	83 326 \$	83 688 \$	83 688 \$	
Classées comme étant à la juste valeur					
par le biais du résultat net ⁽¹⁾	2 309	2 309	2 815	2 815	
Disponibles à la vente	12 856	12 856	11 535	11 535	
Prêts et créances	16 311	18 494	16 905	18 253	
	114 802	116 985	114 943	116 291	
Prêts hypothécaires					
Résidentiels	8 148	8 613	7 783	8 148	
Commerciaux	13 425	14 732	14 238	15 298	
	21 573	23 345	22 021	23 446	
Actions					
Désignées comme étant à la juste valeur					
par le biais du résultat net ⁽¹⁾	7 267	7 267	6 647	6 647	
Disponibles à la vente	44	44	57	57	
Disponibles à la vente, au coût ⁽²⁾	458	s.o.	534	S.O.	
Méthode de la mise en équivalence	621	586	635	601	
	8 390	7 897	7 873	7 305	
Immeubles de placement	4 377	4 377	5 237	5 237	
Total	149 142 \$	152 604 \$	150 074 \$	152 279 \$	

⁽¹⁾ Un actif financier est désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'il élimine ou réduit considérablement une non-concordance comptable. Les variations de la juste valeur des actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement compensées par les variations des passifs relatifs aux contrats d'assurance, car l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance est déterminée en fonction des actifs qui couvrent les passifs.

Un actif financier est classé comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'il fait partie d'un portefeuille dont les titres sont négociés activement dans le but de générer des produits tirés des placements.

Au cours du premier trimestre de 2016, la Compagnie a terminé le transfert de polices de rentes de The Equitable Life Assurance Society (Equitable Life) acquises en 2015. Par conséquent, les actifs connexes présentés au poste Fonds détenus par des assureurs cédants dans les états financiers consolidés annuels audités au 31 décembre 2015 sont maintenant comptabilisés à titre de placements de portefeuille.

⁽²⁾ Comme la juste valeur ne peut être déterminée de façon fiable, les placements sont détenus au coût et sont exclus du montant total présenté au titre de la juste valeur.



4. Placements de portefeuille (suite)

b) Les placements de portefeuille incluent les éléments suivants :

Valeur comptable des placements ayant subi une dépréciation

	30 juin 2016	31 décembre 2015
Montants dépréciés par classement		
À la juste valeur par le biais du résultat net	298 \$	355 \$
Disponibles à la vente	10	11
Prêts et créances	44	30
Total	352 \$	396 \$

La valeur comptable des placements ayant subi une dépréciation tient compte des obligations, des actions et des prêts hypothécaires. La valeur comptable des prêts et créances est présentée ci-dessus, déduction faite de provisions de 32 \$ et de 20 \$ au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015, respectivement.

c) Les produits nets tirés des placements se répartissent comme suit :

Pour le trimestre clos le 30 juin 2016	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits nets tirés des placements – réguliers						
Produits tirés des						
placements – gagnés	1 074 \$	230 \$	62 \$	89 \$	138 \$	1 593 \$
Profits (pertes) nets réalisés						
Disponibles à la vente	19	_	(1)	_	_	18
Autres classements	4	26	_	_	_	30
Dotation à la provision pour pertes						
sur créances sur les prêts et		(40)				(40)
créances, montant net	_	(16)	_	<u> </u>	<u> </u>	(16)
Autres produits et charges				(22)	(27)	(49)
	1 097	240	61	67	111	1 576
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net						
Classés comme étant à la juste						
valeur par le biais du résultat net	44	_	_	_	_	44
Désignés comme étant à la juste						
valeur par le biais du résultat net	3 151	_	161	_	(165)	3 147
Comptabilisés à la juste valeur par						
le biais du résultat net				(62)		(62)
	3 195		161	(62)	(165)	3 129
Total	4 292 \$	240 \$	222 \$	5 \$	(54) \$	4 705 \$



4. Placements de portefeuille (suite)

Pour le trimestre clos le 30 juin 2015	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits nets tirés des placements – réguliers Produits tirés des						
placements – gagnés	1 035 \$	238 \$	60 \$	87 \$	121 \$	1 541 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	20	_		_	_	20
Autres classements ⁽¹⁾	2	7		_	_	9
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et						
créances, montant net	_	_		_	_	
Autres produits et charges	_	_		(26)	(25)	(51)
	1 057	245	60	61	96	1 519
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net Classés comme étant à la juste						
valeur par le biais du résultat net	(26)	_	_	_	_	(26)
Désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net Comptabilisés à la juste valeur par	(3 966)	_	(134)	_	8	(4 092)
le biais du résultat net	_	_	_	81	_	81
	(3 992)	_	(134)	81	8	(4 037)
Total	(2 935) \$	245 \$	(74) \$	142 \$	104 \$	(2 518) \$

Au cours de la période, la Compagnie a reclassé un montant de 7 \$ des stocks aux prêts hypothécaires pour le trimestre clos le 30 juin 2015, afin que la présentation soit conforme avec celle de la période considérée.

Pour le semestre clos le 30 juin 2016	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits nets tirés des placements – réguliers Produits tirés des						
placements – gagnés Profits nets réalisés	2 168 \$	467 \$	141 \$	172 \$	321 \$	3 269 \$
Disponibles à la vente	49	_	_	_	_	49
Autres classements	15	35	_	_	_	50
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et						
créances, montant net	_	(23)	_	_	_	(23)
Autres produits et charges		_	_	(42)	(54)	(96)
	2 232	479	141	130	267	3 249
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net Classés comme étant à la juste						
valeur par le biais du résultat net Désignés comme étant à la juste	86	_	_	_	_	86
valeur par le biais du résultat net Comptabilisés à la juste valeur par	5 405	_	313	_	(227)	5 491
le biais du résultat net	_	_	_	(38)	_	(38)
	5 491	_	313	(38)	(227)	5 539
Total	7 723 \$	479 \$	454 \$	92 \$	40 \$	8 788 \$



4. Placements de portefeuille (suite)

Pour le semestre clos le 30 juin 2015	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits nets tirés des placements – réguliers Produits tirés des						
placements – gagnés	2 052 \$	481 \$	122 \$	175 \$	211 \$	3 041 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	93	_	1	_	_	94
Autres classements ⁽¹⁾	7	15	_	_	_	22
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et						
créances, montant net	_	1	_	_	_	1
Autres produits et charges	_	_	_	(51)	(52)	(103)
	2 152	497	123	124	159	3 055
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net						
Classés comme étant à la juste						
valeur par le biais du résultat net	19	_	_	_	_	19
Désignés comme étant à la juste						
valeur par le biais du résultat net	(1 389)	_	28	_	122	(1 239)
Comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net		_		136	_	136
	(1 370)		28	136	122	(1 084)
Total	782 \$	497 \$	151 \$	260 \$	281 \$	1 971 \$

⁽¹⁾ Au cours de la période, la Compagnie a reclassé un montant de 15 \$ des stocks aux prêts hypothécaires pour le semestre clos le 30 juin 2015, afin que la présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Les produits tirés des placements gagnés comprennent les produits générés par les placements classés comme disponibles à la vente, comme des prêts et créances et comme des placements classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les produits tirés des placements liés aux obligations et aux prêts hypothécaires comprennent les produits d'intérêts ainsi que l'amortissement des primes et de l'escompte. Les produits tirés des actions comprennent les dividendes et les produits tirés de la participation de la Compagnie dans la Société financière IGM Inc. (IGM) et Allianz Ireland. Les produits tirés des immeubles de placement comprennent les produits locatifs gagnés à l'égard de ces immeubles, les loyers fonciers gagnés sur les terrains loués et sous-loués, le recouvrement des frais, les produits au titre de la résiliation de baux ainsi que les intérêts et les autres produits tirés des placements réalisés sur les immeubles de placement. Les autres produits comprennent les produits tirés des avances consenties aux titulaires de polices, les profits et les pertes de change, les produits gagnés sur les instruments financiers dérivés, ainsi que les autres produits divers.



5. Gestion du risque lié aux instruments financiers

La Compagnie dispose de politiques pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés à ses instruments financiers et en assurer le contrôle. Les principaux risques à cet égard sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (change, taux d'intérêt et marchés boursiers). Le comité de gestion des risques du conseil d'administration est responsable du suivi des principaux risques auxquels la Compagnie est exposée. L'approche de la Compagnie à l'égard de la gestion du risque n'a pas changé de manière importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport annuel de 2015 de la Compagnie. Certains risques sont présentés ci-dessous. Une analyse de la structure de gouvernance de la Compagnie et de son approche de gestion à l'égard du risque est présentée à la note Gestion du risque lié aux instruments financiers dans les états financiers consolidés audités de la Compagnie au 31 décembre 2015.

La Compagnie a également établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures de gestion du capital relatives à la mise en œuvre et au suivi du plan de capital. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Compagnie subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance.

Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit proviennent de l'exposition à un seul débiteur, à un groupe de débiteurs liés ou à un groupe de débiteurs partageant des caractéristiques de risque de crédit similaires, comme un groupe de débiteurs exerçant leurs activités dans la même région ou dans des secteurs similaires. Aucun changement important n'est survenu depuis l'exercice clos le 31 décembre 2015.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Compagnie ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance. La Compagnie gère ce risque en appliquant les politiques et les procédures suivantes :

- La Compagnie gère étroitement les liquidités d'exploitation au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires. Cette façon de procéder assure une correspondance entre les obligations à l'égard des titulaires de polices et le rendement de l'actif.
- La direction surveille de près la solvabilité et les positions de capitaux propres de ses principales filiales et les compare aux besoins de liquidités de la société de portefeuille. La Compagnie peut obtenir des liquidités supplémentaires par l'intermédiaire de marges de crédit établies ou de transactions sur les marchés financiers. La Compagnie détient des marges de crédit obtenues auprès de banques à charte canadiennes.

c) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des facteurs du marché qui peuvent être classés dans trois catégories : le risque de change, le risque de taux d'intérêt (compte tenu de l'inflation) et le risque lié aux marchés boursiers.



5. Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)

Mise en garde au sujet des sensibilités au risque

Les présents états financiers contiennent des estimations de sensibilité et de mesures d'exposition relatives à certains risques, notamment la sensibilité à des fluctuations précises des taux d'intérêt projetés et des cours de marché à la date d'évaluation. Les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ces estimations, notamment en raison :

- de l'évaluation des circonstances donnant lieu au scénario qui pourrait entraîner des changements aux approches d'investissement et de réinvestissement et aux scénarios de taux d'intérêt pris en compte;
- des changements apportés aux hypothèses actuarielles et aux hypothèses sur le rendement des investissements et les activités d'investissement futures;
- des résultats réels, qui pourraient être sensiblement différents des résultats prévus aux hypothèses;
- des changements apportés à la répartition des activités, aux taux d'imposition effectifs et à d'autres facteurs liés au marché;
- des interactions entre ces facteurs et les hypothèses lorsque plusieurs viennent à changer;
- des limites générales des modèles internes de la Compagnie.

Pour ces raisons, les sensibilités énoncées devraient être considérées uniquement comme des estimations indicatives quant à la sensibilité sous-jacente de chacun des facteurs en fonction des hypothèses émises ci-dessus. Étant donné la nature de ces calculs, la Compagnie ne peut en aucun cas garantir que l'incidence réelle sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires correspondra à celle qui est indiquée.

i) Risque de change

Le risque de change réside dans le fait que les activités de la Compagnie et les instruments financiers qu'elle détient sont libellés en diverses devises. En ce qui concerne l'actif couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement qui n'est pas libellé dans la même devise, les fluctuations des taux de change peuvent exposer la Compagnie au risque que les pertes de change ne soient pas contrebalancées par des diminutions du passif. La Compagnie détient des investissements nets dans des établissements à l'étranger. De plus, les dettes de la Compagnie sont principalement libellées en dollars canadiens. En vertu des IFRS, les profits et les pertes de change liés à l'investissement net dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture et de l'incidence fiscale connexes, sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. Le raffermissement ou l'affaiblissement du taux de change au comptant du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro a une incidence sur le total des capitaux propres de la Compagnie. Par conséquent, la valeur comptable par action et le ratio des capitaux propres de la Compagnie surveillés par les agences de notation en subissent également l'incidence.

• Un affaiblissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation non significative du bénéfice net. Un raffermissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une diminution des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation non significative du bénéfice net.



5. Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)

ii) Risque de taux d'intérêt

Il existe un risque de taux d'intérêt lorsqu'il n'y a pas appariement parfait entre les flux de trésorerie de l'actif et du passif et que les taux d'intérêt fluctuent, ce qui entraîne un écart de valeur entre l'actif et le passif.

Les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs actuels sont utilisés dans la méthode canadienne axée sur le bilan pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de rendement de l'actif qui les couvre, aux titres à revenu fixe, aux capitaux propres et à l'inflation. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des taux de réinvestissement futurs et de l'inflation (en supposant qu'il y ait corrélation), et incluent des marges servant à couvrir les écarts défavorables, déterminées conformément aux normes de la profession. Ces marges sont nécessaires pour tenir compte des possibilités de mauvaise estimation ou de détérioration future des meilleures estimations et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses éventualités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

Le risque de réinvestissement est évalué au moyen de plusieurs scénarios de taux d'intérêt, qui prévoient tour à tour l'augmentation, la diminution et la fluctuation des taux. La provision totale relative aux taux d'intérêt suffit à couvrir un ensemble plus étendu ou plus strict de risques que l'ensemble de risques minimal défini dans les scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires.

La fourchette des taux d'intérêt couverts par ces provisions est établie en tenant compte des résultats historiques à long terme et elle fait l'objet d'une surveillance trimestrielle et d'un examen exhaustif annuel. De l'avis de la Compagnie, une modification parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement n'aurait pas une incidence significative sur la fourchette des taux d'intérêt devant être couverts par les provisions. Toutefois, si elle se prolongeait, cette modification parallèle pourrait avoir une incidence sur les scénarios envisagés par la Compagnie.

Le total de la provision relative aux taux d'intérêt tient également compte des scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires :

- Une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits n'aurait aucune incidence sur la provision totale relative aux taux d'intérêt au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015.
- Une diminution parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits n'aurait aucune incidence sur la provision totale relative aux taux d'intérêt au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015.

Une autre façon de mesurer le risque de taux d'intérêt associé à ces hypothèses consiste à déterminer l'incidence d'une modification de 1 % de la fourchette des taux d'intérêt qui, selon la Compagnie, devraient être couverts par des provisions sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ayant une incidence sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Compagnie. L'incidence qu'aurait une augmentation ou une diminution immédiate de 1 % des taux de la partie inférieure et supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions se présente comme suit :

	30 juin	2016	31 décembre 2015		
	Hausse de 1 %	Baisse de 1 %	Hausse de 1 %	Baisse de 1 %	
Variation des taux d'intérêt Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats					
d'assurance et d'investissement Augmentation (diminution) du	(216) \$	763 \$	(163) \$	614 \$	
bénéfice net	159 \$	(547) \$	109 \$	(430) \$	



5. Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)

iii) Risque lié aux marchés boursiers

Le risque lié aux marchés boursiers correspond à l'incertitude liée à l'évaluation des actifs et des passifs découlant des fluctuations des marchés boursiers et à d'autres risques de prix. Afin d'atténuer le risque de prix, la politique de placement de la Compagnie prévoit le recours à des investissements prudents dans les marchés boursiers, selon des limites clairement définies. Le risque associé aux garanties liées aux fonds distincts a été atténué au moyen d'un programme de couverture des garanties de retrait minimum à vie, lequel prévoit l'utilisation de contrats à terme standardisés sur actions, de contrats à terme de gré à gré sur devises et d'instruments dérivés sur taux. En ce qui a trait aux polices comportant des garanties liées aux fonds distincts, la Compagnie calcule généralement les passifs relatifs aux contrats d'assurance selon un niveau d'espérance conditionnelle unilatérale 75 (ECU 75).

Certains passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont soutenus par des immeubles de placement, des actions ordinaires et des titres de capitaux propres non cotés en Bourse, notamment des produits de fonds distincts et des produits aux flux de trésorerie de durée indéterminée. Ces passifs fluctuent généralement en fonction des valeurs des actions. Leur montant pourrait donc varier en conséquence. Les répercussions attendues d'une hausse ou d'une baisse de 10 % des valeurs des actions se présentent comme suit :

_	30 juin	2016	31 décembre 2015		
_	Hausse de 10 %	Baisse de 10 %	Hausse de 10 %	Baisse de 10 %	
Variation des valeurs des actions Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement					
sans participation Augmentation (diminution) du	(62) \$	136 \$	(53) \$	139 \$	
bénéfice net	52 \$	(106) \$	45 \$	(108) \$	

Les hypothèses les plus probables liées au rendement des actions se fondent principalement sur les moyennes historiques à long terme. Des changements sur le marché actuel pourraient donner lieu à des modifications de ces hypothèses et auraient une incidence sur les flux de trésorerie de l'actif et du passif. Les répercussions attendues d'une augmentation ou d'une diminution de 1 % des hypothèses les plus probables se présentent comme suit :

_	30 juin	2016	31 décembre 2015		
	Hausse de 1 %	Baisse de 1 %	Hausse de 1 %	Baisse de 1 %	
Modifications aux hypothèses les plus probables liées au rendement Augmentation (diminution) des passifs relatifs aux contrats					
d'assurance sans participation Augmentation (diminution) du	(522) \$	565 \$	(534) \$	573 \$	
bénéfice net	425 \$	(451) \$	433 \$	(457) \$	



6. Évaluation à la juste valeur

La Compagnie a classé ses actifs et ses passifs évalués à la juste valeur selon la hiérarchie des justes valeurs suivante :

Les évaluations à la juste valeur de niveau 1 utilisent des données sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, auxquelles la Compagnie a accès. Les actifs et les passifs évalués selon le niveau 1 comprennent les titres de participation négociés activement, les contrats à terme standardisés négociés en Bourse ainsi que les fonds communs de placement et les fonds distincts dont les cours sont disponibles sur un marché actif et qui ne comportent pas de clauses de rachat restrictives.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 2 utilisent des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement. Ces données du niveau 2 comprennent les cours des actifs et des passifs similaires sur les marchés actifs ainsi que les données autres que les cours observables de l'actif et du passif, par exemple, les courbes des taux d'intérêt et de rendement observables à intervalles réguliers. Les justes valeurs de certains titres du niveau 2 ont été fournies par un service d'établissement des prix. Ces données incluent, sans s'y limiter, les rendements de référence, les négociations publiées, les prix obtenus des courtiers, les écarts des émetteurs, les marchés réciproques, les titres de référence, les offres et d'autres données de référence. Les actifs et les passifs correspondant au niveau 2 comprennent ceux dont le prix est évalué en fonction d'une méthode matricielle fondée sur la qualité du crédit et la durée moyenne, des titres de gouvernements et d'agences, des actions incessibles, un certain nombre d'obligations et d'actions privées, la plupart des obligations de sociétés assorties d'une notation élevée et de grande qualité, la plupart des titres adossés à des actifs, la plupart des contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les prêts hypothécaires. Les contrats d'investissement évalués à la juste valeur sont généralement compris dans le niveau 2.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 3 utilisent une ou plusieurs données importantes qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables; il s'agit de cas où il n'y a que peu d'activité, voire aucune, sur le marché pour l'actif ou le passif. Les valeurs pour la plupart des titres correspondant au niveau 3 ont été obtenues à partir des prix d'un seul courtier, de modèles internes d'établissement des prix ou d'évaluateurs externes. Les actifs et les passifs financiers évalués en fonction du niveau 3 comprennent généralement un certain nombre d'obligations, certains titres adossés à des actifs, des actions privées, les placements dans des fonds communs de placement et des fonds distincts comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les immeubles de placement.



Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des actifs et des passifs de la Compagnie évalués à la juste valeur sur une base récurrente, en fonction des niveaux de hiérarchie :

	30 juin 2016			
Actifs évalués à la juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 068 \$	- \$	- \$	3 068 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net		05.004	4	05.005
Obligations Actions	7 208	85 634 6	1 53	85 635 7 267
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	7 208	85 640	54	92 902
Actifs financiers disponibles à la vente Obligations	_	12 856	_	12 856
Actions	43	_	1	44
Total des actifs financiers disponibles à la vente	43	12 856	1	12 900
Immeubles de placement	_	_	4 377	4 377
Dérivés ⁽¹⁾	2	643	_	645
Autres actifs : Actifs du compte de négociation Autres ⁽²⁾	401 104	207 —	1	609 104
Total des actifs évalués à la juste valeur	10 826 \$	99 346 \$	4 433 \$	114 605 \$
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés ⁽³⁾	5 \$	2 082 \$	- \$	2 087 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	_	2 055	21	2 076
Autres passifs	104			104
Total des passifs évalués à la juste valeur	109 \$	4 137 \$	21 \$	4 267 \$

⁽¹⁾ Compte non tenu de garanties reçues de 128 \$.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs et des passifs de la Compagnie au cours de la période considérée.

⁽²⁾ Compte tenu d'une garantie en trésorerie en vertu d'ententes de prêt de titres.

⁽³⁾ Compte non tenu de garanties données de 401 \$.



	31 décembre 2015			
Actifs évalués à la juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 813 \$	— \$	— \$	2 813 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net Obligations Actions	 6 573	86 493 8	10 66	86 503 6 647
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	6 573	86 501	76	93 150
Actifs financiers disponibles à la vente Obligations Actions Total des actifs financiers disponibles à la vente	 56 56	11 534 — 11 534	1 1 2	11 535 57 11 592
Immeubles de placement	_	_	5 237	5 237
Dérivés ⁽¹⁾	4	457	_	461
Autres actifs : Actifs du compte de négociation	381	204	5	590
Total des actifs évalués à la juste valeur	9 827 \$	98 696 \$	5 320 \$	113 843 \$
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés ⁽²⁾	3 \$	2 621 \$	— \$	2 624 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement		2 226	27	2 253
Total des passifs évalués à la juste valeur	3 \$	4 847 \$	27 \$	4 877 \$

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs et des passifs de la Compagnie au cours de la période considérée.

 ⁽¹⁾ Compte non tenu de garanties reçues de 107 \$.
 (2) Compte non tenu de garanties données de 608 \$.



Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des actifs et des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour lesquels la Compagnie a utilisé des données du niveau 3 :

				30	juin 2016			
	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽³⁾	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	compte de	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
Solde au début de l'exercice	10 \$	1 \$	66 \$	5 1 \$	5 237	5 \$	5 320 \$	27 \$
Total des pertes Compris dans le résultat net Compris dans les autres éléments du résultat	_	_	(3)	_	(38)	_	(41)	_
global ⁽¹⁾	(1)	_	_	_	(533)	_	(534)	_
Achats	_	_	3	_	84	1	88	_
Ventes	_	_	(13)	_	(373)	(5)	(391)	_
Autres	_	_	_	_	_	_	_	(6)
Transferts vers le niveau 3 ⁽²⁾	_	_	_	_	_	_	_	_
Transferts hors du niveau 3 ⁽²⁾	(8)	(1)	_	_	_	_	(9)	_
Solde à la fin de la période	1 \$	– \$	53 \$	5 1 \$	4 377	\$ 1 \$	4 433 \$	21 \$
Total des pertes pour la période comprises dans les produits nets tirés des placements	_ \$	— \$	(3) \$	s — \$	(38)	\$	(41) \$	- \$
Variation des pertes latentes pour la période comprises dans le résultat ne pour les actifs								
détenus au 30 juin 2016	_ \$	– \$	(3) \$	- \$	(300) \$	- \$	(303) \$	– \$

⁽¹⁾ Le montant des autres éléments du résultat global pour les immeubles de placement représente les pertes de change latentes.

⁽²⁾ Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs de placement et des fonds distincts.

⁽³⁾ Comprennent les placements dans des fonds communs de placement et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.

⁽⁴⁾ Comprennent des titres de capitaux propres non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la Compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.



				31 dé	cembre 2015			
	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽³⁾	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – compte de négociation ⁽⁴⁾	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
Solde au début de l'exercice	86 \$	1 \$	17 \$	1 \$	4 613 \$	s — \$	4 718 \$	28 \$
Total des profits Compris dans le résultat net Compris dans les autres éléments	5	_	7	_	249	_	261	_
du résultat global ⁽¹⁾	_	_	_	_	379	_	379	_
Achats	_	_	50	_	278	5	333	_
Ventes	_	_	(4)	_	(282)	_	(286)	_
Remboursements	(47)	_	_	_	_	_	(47)	_
Autres	_	_	_	_	_	_	_	(1)
Transferts vers le niveau 3 ⁽²⁾	_	_	_	_	_	_	_	_
Transferts hors du niveau 3 ⁽²⁾	(34)	_	(4)	_	_	_	(38)	
Solde à la fin de l'exercice	10 \$	1 \$	66 \$	1 \$	5 237 \$	5 \$	5 320 \$	27 \$
Total des profits pour l'exercice compris dans les produits nets tirés des placements	5 \$	— \$	7 \$	— \$	249 \$	S — \$	261 \$	— \$
Variation des profits latents pour l'exercice compris dans le résultat pour les actifs détenus au 31 décembre 2015		— \$	7 \$	— \$	243 \$	s — \$	255 \$	_ \$

⁽¹⁾ Le montant des autres éléments du résultat global pour les immeubles de placement représente les profits de change latents.

⁽²⁾ Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs de placement et des fonds distincts.

⁽³⁾ Comprennent les placements dans des fonds communs de placement et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.

⁽⁴⁾ Comprennent des titres de capitaux propres non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la Compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.



Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des données importantes non observables utilisées en fin de période aux fins de l'évaluation des actifs et des passifs classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Type d'actif	Méthode d'évaluation	Données importantes non observables	Valeur des données	Interdépendance entre les données importantes non observables et l'évaluation de la juste valeur
Immeubles de placement	L'évaluation des immeubles de placement est généralement déterminée au moyen de modèles d'évaluation des immeubles qui sont fondés sur les taux de capitalisation attendus et sur des modèles qui actualisent le montant net des flux trésorerie futurs prévus. L'établissement de la juste valeur des immeubles de placement exige l'utilisation d'estimations, telles que les flux de trésorerie futurs (hypothèses locatives, taux de location, dépenses d'investissement et dépenses d'exploitation futurs) et les taux d'actualisation, le taux de capitalisation réversif et le taux de capitalisation global applicables aux actifs selon les taux du marché.	Taux réversif Taux d'inoccupation	Fourchette de 3,1 % à 10,0 % Fourchette de 5,0 % à 8,3 % Moyenne pondérée de 3,8 %	Une diminution du taux d'actualisation se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de la juste valeur. Une diminution du taux réversif se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux réversif se traduirait par une diminution de la juste valeur. Une diminution du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une diminution de la juste valeur.

7. Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement

	Passit, montant brut	des cessions en réassurance	Montant net
assifs relatifs aux contrats d'assurance	155 633 \$	4 936 \$	150 697 \$
assifs relatifs aux contrats d'investissement	2 076	_	2 076
otal	157 709 \$	4 936 \$	152 773 \$

Passifs relatifs aux contrats d'assurance Passifs relatifs aux contrats d'investissement Total

31 decembre 2015					
Actifs au titre					
Passif,	des cessions				
montant brut	en réassurance	Montant net			
158 492 \$	5 131 \$	153 361 \$			
2 253	_	2 253			
160 745 \$	5 131 \$	155 614 \$			

30 juin 2016 Actifs au titre



8. Fonds distincts

Les tableaux ci-dessous présentent des renseignements à l'égard des placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts, conformément aux exigences de présentation de l'information prévues par la loi qui s'appliquent dans chacune des régions où la Compagnie exerce ses activités :

a) Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts

	30 juin	31 décembre
	2016	2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 799 \$	11 656 \$
Obligations	43 015	42 160
Prêts hypothécaires	2 625	2 596
Actions et parts de fiducies d'investissement à participation unitaire	75 418	80 829
Fonds communs de placement	49 686	50 101
Immeubles de placement	10 665	10 839
	193 208	198 181
Produits à recevoir	382	382
Autres passifs	(2 251)	(1 759)
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs		
de placement	1 386	1 390
Total	192 725 \$	198 194 \$
·		

b) Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts

	Pour les semestres clos les 30 juin		
_	2016	2015	
Solde au début de l'exercice Ajouter (déduire) :	198 194 \$	174 966 \$	
Dépôts des titulaires de polices	10 998	9 882	
Produits nets tirés des placements	989	951	
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	1 544	2 771	
Profits en capital latents sur les placements, montant net	1 165	2 377	
Profits (pertes) latents attribuables aux fluctuations des taux de change	(9 748)	4 017	
Retraits des titulaires de polices	(10 439)	(10 505)	
Placement des fonds distincts dans le fonds général	18	31	
Placement du fonds général dans les fonds distincts	(5)	(6)	
Virement du fonds général, montant net	13	30	
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs			
de placement	(4)	321	
Total	(5 469)	9 869	
Solde à la fin de la période	192 725 \$	184 835 \$	



8. Fonds distincts (suite)

c) Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts en fonction des niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur (note 6)

	30 juin 2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ⁽¹⁾	118 125 \$	64 570 \$	11 517 \$	194 212 \$

(1) Compte non tenu d'un montant de 1 487 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

	31 décembre 2015				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	
Placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts ⁽¹⁾	120 283 \$	67 333 \$	11 765 \$	199 381 \$	

⁽¹⁾ Compte non tenu d'un montant de 1 187 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

Au premier semestre de 2016, des placements dans des actions étrangères d'une valeur de 217 \$ ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 (412 \$ transférés du niveau 1 au niveau 2 au 31 décembre 2015), car la Compagnie avait été en mesure d'obtenir des prix cotés observables sur des marchés actifs.

Les actifs du niveau 2 incluent les actifs pour lesquels les sources de prix du marché usuelles ne fournissent pas la juste valeur et pour lesquels la Compagnie ne peut évaluer les actifs sous-jacents.

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des titulaires de polices de fonds distincts évalués à la juste valeur pour lesquels la Compagnie a utilisé les données du niveau 3 :

	30 juin 2016	31 décembre 2015
Solde au début de l'exercice	11 765 \$	10 390 \$
Total des profits (pertes) inclus dans les produits tirés des placements		
liés aux fonds distincts	(197)	1 039
Achats	186	944
Ventes	(237)	(607)
Transferts hors du niveau 3	_	(1)
Solde à la fin de la période	11 517 \$	11 765 \$

Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts hors du niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples. Il n'y a eu aucun transfert vers le niveau 3 au cours de la période close le 30 juin 2016.

Se reporter à la rubrique Garanties liées aux fonds distincts et aux produits de rentes variables du rapport de gestion de la Compagnie pour la période close le 30 juin 2016 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle du rapport de gestion daté du 31 décembre 2015 de la Compagnie pour obtenir plus de renseignements sur l'exposition au risque inhérent aux garanties de la Compagnie et sur la façon dont elle gère ces risques.



9. Charges financières

Les charges financières s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
_	2016	2015	2016	2015
Charges d'exploitation Intérêts sur les marges de crédit à l'exploitation et les instruments d'emprunt à court terme	2 \$	2 \$	4 \$	3 \$
Charges financières Intérêts sur les débentures à long terme et les autres instruments d'emprunt Intérêts sur les titres de fiducies de capital Autres	64 2 7 73	65 2 6 73	130 5 14 149	131 5 13 149
Total	75 \$	75 \$	153 \$	152 \$

Au cours du deuxième trimestre de 2016, Great-West Life & Annuity Insurance Capital, LP II, une filiale, a choisi de ne pas appeler au rachat de ses débentures subordonnées de second rang américaines à 7,153 %, d'un montant de 300 \$, dont la première date de remboursement par anticipation au pair est le 16 mai 2016 et la date d'échéance finale, le 16 mai 2046. À compter du 16 mai 2016, les débentures porteront intérêt à un taux variable correspondant au LIBOR pour trois mois majoré de 2,538 %. Great-West Financial a également conclu un swap de taux d'intérêt selon lequel elle paiera un taux d'intérêt fixe de 4,68 % et recevra un taux d'intérêt variable correspondant au LIBOR pour trois mois majoré de 2,538 %, sur le montant nominal.

10. Capital social

Actions ordinaires

	Pour les semestres clos les 30 juin						
	20	16	2015				
		Valeur		Valeur			
	Nombre	comptable	Nombre	comptable			
Actions ordinaires							
Solde au début de l'exercice	993 350 331	7 156 \$	996 699 371	7 102 \$			
Achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(2 831 181)	(97)	(2 126 298)	(76)			
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans							
le cours normal des activités	_	77		61			
Exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions	639 234	20	2 306 036	79			
Solde à la fin de la période	991 158 384	7 156 \$	996 879 109	7 166 \$			
·							



10. Capital social (suite)

Le 5 janvier 2016, la Compagnie a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'au plus 8 000 000 de ses actions ordinaires aux fins d'annulation, au cours du marché. L'offre a débuté le 8 janvier 2016 et se terminera le 7 janvier 2017. Le 22 février 2016, la Compagnie a annoncé une modification à l'actuelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités lui permettant d'acheter jusqu'à 20 000 000 de ses actions ordinaires au cours du marché. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités modifiée est entrée en vigueur le 23 février 2016 et se poursuivra jusqu'au 7 janvier 2017.

Le 17 juin 2016, la Compagnie a annoncé son intention de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 5 809 000 de ses actions ordinaires aux termes d'ententes privées conclues entre la Compagnie et plusieurs vendeurs tiers dans des conditions de concurrence normale. Ces rachats se feront conformément aux ordonnances d'exemption d'offre publique de rachat rendues par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Tout rachat d'actions ordinaires par l'entremise d'ententes privées en vertu des ordonnances sera fait à un escompte par rapport au cours des actions ordinaires à la Bourse de Toronto qui sera en vigueur au moment du rachat, pourra être fait en une ou plusieurs transactions à l'occasion et sera autrement conforme aux modalités prévues par les ordonnances. Le nombre total d'actions ordinaires qui peuvent être rachetées en vertu d'ententes privées ne doit pas dépasser 6 666 666, soit le tiers du nombre total d'actions ordinaires pouvant être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Compagnie, et tout rachat doit être fait au plus tard le 7 janvier 2017. Toutes les actions ordinaires rachetées par l'entremise d'ententes privées conclues conformément aux ordonnances seront incluses dans le nombre total d'actions ordinaires pouvant être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Compagnie. Au 30 juin 2016, la Compagnie avait conclu des ententes privées aux fins du rachat de 1 600 000 de ses actions ordinaires.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2016, la Compagnie a racheté puis annulé 2 831 181 actions ordinaires au coût de 97 \$ (2 126 298 actions ordinaires au cours du semestre clos le 30 juin 2015 dans le cadre de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au coût de 76 \$). Le capital social de la Compagnie a été diminué de la valeur comptable moyenne des actions rachetées aux fins d'annulation. L'excédent payé sur la valeur comptable moyenne s'est établi à 77 \$ et a été comptabilisé à titre de réduction des capitaux propres (61 \$ au cours du semestre clos le 30 juin 2015, dans le cadre de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités).

Au cours du semestre clos le 30 juin 2016, 639 234 actions ordinaires ont été exercées en vertu du régime d'actionnariat de la Compagnie, pour une valeur comptable de 20 \$ (2 306 036 au cours du semestre clos le 30 juin 2015, pour une valeur comptable de 79 \$).



11. Bénéfice par action ordinaire

	Pour les trimestres clos les 30 juin					emestres 30 juin	
	2016		2015		2016		2015
Bénéfice Bénéfice net Dividendes – détenteurs d'actions	701	\$	690	\$	1 352	\$	1 422 \$
privilégiées	(30))	(31)		(61)		(63)
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	671		659		1 291	\$	1 359 \$
Nombre d'actions ordinaires Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	992 837 470		997 371 589		993 044 221		997 113 344
Ajouter : exercice potentiel d'options sur actions en cours	1 998 103		2 768 324		1 889 719		2 512 342
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	994 835 573	1	000 139 913	_	994 933 940		999 625 686
Bénéfice de base par action ordinaire	0,675	\$	0,661	\$	1,300	\$	1,363 \$
Bénéfice dilué par action ordinaire	0,674	\$	0,659	\$	1,298	\$	1,359 \$
Dividendes par action ordinaire	0,3460	\$	0,3260	\$	0,6920	\$	0,6520 \$

12. Gestion du capital

a) Politiques et objectifs

La gestion du capital consiste à établir et à maintenir de façon constante la quantité et la qualité du capital pour les besoins de la Compagnie et à faire en sorte que celui-ci soit affecté conformément aux attentes des parties prenantes de la Compagnie. À cet égard, le conseil d'administration considère que les principales parties prenantes sont les actionnaires, les titulaires de polices et les détenteurs de créances subordonnées de la Compagnie, ainsi que les organismes de réglementation concernés dans les divers territoires où la Compagnie et ses filiales exercent leurs activités.

La Compagnie gère son capital sur une base consolidée ainsi qu'au niveau de chaque filiale en exploitation. Les principaux objectifs de la stratégie de gestion du capital de la Compagnie sont les suivants :

- maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités;
- conserver d'excellentes notations de crédit et de solidité financière qui lui garantissent un accès stable aux marchés financiers;
- offrir une structure du capital efficace afin de maximiser la valeur pour les actionnaires, en tenant compte des risques opérationnels et des plans stratégiques de la Compagnie.



12. Gestion du capital (suite)

Le processus de planification en matière de capital incombe au chef des services financiers de la Compagnie. Le plan de capital est examiné par le comité de direction du conseil d'administration et approuvé par le conseil d'administration de la Compagnie, sur une base annuelle. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

La capitalisation cible de la Compagnie et de ses filiales est déterminée en tenant compte de divers facteurs tels que la probabilité qu'elle devienne inférieure aux exigences minimales de capital réglementaire dans les territoires où les activités sont exercées, les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie et la volonté de réunir suffisamment de capitaux pour avoir un degré de confiance élevé quant à sa capacité de respecter ses obligations envers les titulaires de polices et ses autres obligations.

b) Capital réglementaire

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales : le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent. À cette fin, divers ajouts au capital ou diverses déductions de ce dernier sont prescrits par les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada. Le tableau qui suit présente un sommaire des données et des ratios ayant trait au montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent et l'information connexe de la Great-West :

	30 juin 2016		31 décembre 2015	e
Capital de première catégorie ajusté, montant net	12 475	\$	13 195	\$
Capital de deuxième catégorie, montant net	2 693		2 535	
Total du capital disponible	15 168	\$	15 730	\$
Total du capital requis	6 536	\$	6 599	\$
Ratio du capital de première catégorie	191	%	200	%
Ratio du capital total	232	%	238	%

D'autres établissements et filiales à l'étranger de la Compagnie doivent se conformer aux exigences de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents.



13. Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le total de la charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi incluse dans les charges d'exploitation et les autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
_	2016	2015	2016	2015
Régimes de retraite				
Coût des services	53 \$	52 \$	105 \$	102 \$
Coût financier, montant net	5	7	11	13
Réduction	_	_	(13)	_
	58	59	103	115
Autres avantages postérieurs à l'emploi				
Coût des services	_	_	1	1
Coût financier, montant net	5	4	8	8
<u>-</u>	5	4	9	9
Charge au titre des régimes de retraite et des				
autres avantages postérieurs à l'emploi –				
comptes consolidés de résultat	63	63	112	124
Réévaluations des régimes de retraite				
Écarts actuariels	323	(571)	596	(34)
Rendement moins élevé (plus élevé) que le				
rendement prévu de l'actif	(121)	236	(127)	(184)
Frais administratifs moins élevés (plus élevés)				
que prévu	(1)	1	(2)	1
Variation du plafond de l'actif	3	27	(23)	112
Écarts actuariels – placement dans une				
entreprise associée ⁽¹⁾	1	2	(8)	6
Perte (bénéfice) au titre des réévaluations des				
régimes de retraite	205	(305)	436	(99)
Réévaluations des autres avantages postérieurs à				
l'emploi				
Écarts actuariels	15	(20)	26	(3)
Charge au titre des régimes de retraite et des				
autres avantages postérieurs à l'emploi – autres				
éléments de perte globale (bénéfice global)	220	(325)	462	(102)
Total des charges (produits) au titre des				
régimes de retraite et des autres avantages				
postérieurs à l'emploi, y compris les	000 *	(000) A	574 A	00 A
réévaluations	283 \$	(262) \$	574 \$	22 \$

⁽¹⁾ Ce montant représente la quote-part de la Compagnie des gains et des pertes liés à la réévaluation du régime de retraite découlant d'un placement dans une entreprise associée comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau ci-après présente le taux d'actualisation moyen pondéré des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi qui a été utilisé pour réévaluer l'obligation au titre des prestations définies aux dates suivantes :

_	30 juin		31 m	ars	31 décembre		
	2016	2015	2016	2015	2015	2014	
Taux d'actualisation moyen pondéré	3,1 %	3,7 %	3,5 %	3,1 %	3,8 %	3,5 %	



14. Impôt sur le résultat

a) Charge d'impôt

La charge (l'économie) d'impôt se compose des éléments suivants :

	Pour les tri		Pour les semestres clos les 30 juin		
	2016	2015	2016	2015	
Impôt exigible	119 \$	31 \$	173 \$	180 \$	
Impôt différé	(43)	55	(73)	130	
Total de la charge d'impôt sur le résultat	76 \$	86 \$	100 \$	310 \$	

b) Taux d'imposition effectif

Pour le trimestre clos le 30 juin 2016, le taux d'imposition effectif global de Lifeco était de 9,6 %, comparativement à 10,8 % pour le trimestre clos le 30 juin 2015. Pour le semestre clos le 30 juin 2016, le taux d'imposition effectif global de Lifeco était de 6,8 %, comparativement à 17,3 % pour le semestre clos le 30 juin 2015. Les taux d'imposition effectifs sont généralement inférieurs au taux d'imposition de la Compagnie prévu par la loi, qui se chiffre à 26,75 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits tirés des placements non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans certains territoires étrangers.

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre clos le 30 juin 2016 est inférieur à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des modifications de certaines estimations liées à l'impôt en 2015 qui se sont traduites par une hausse de l'impôt de cette période.

Le taux d'imposition effectif pour le semestre clos le 30 juin 2016 est inférieur à celui du semestre clos le 30 juin 2015 principalement en raison du fait qu'une plus forte proportion du bénéfice de la Compagnie était composée de produits non imposables tirés des placements ainsi que d'une hausse du bénéfice dans des territoires à faible impôt. De plus, les éléments attribuables aux décisions prises à l'égard de l'impôt et aux règlements conclus avec les autorités fiscales ont donné lieu à une diminution du taux d'imposition depuis le début de l'exercice.

c) Actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre de différences temporaires déductibles, de pertes et d'autres reports en avant non utilisés dans la mesure où la réalisation des avantages d'impôt connexes par l'entremise des bénéfices imposables futurs est probable.

La comptabilisation se fonde sur le fait qu'il est probable que la Compagnie enregistrera des bénéfices imposables ou qu'elle pourra tirer parti d'occasions de planification fiscale, et ainsi utiliser les actifs d'impôt différé. Des changements de circonstances au cours de périodes futures pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'appréciation du caractère recouvrable des actifs. L'incertitude quant à la recouvrabilité est prise en compte au moment de déterminer les actifs d'impôt différé. Le processus annuel de planification financière de la Compagnie constitue un point de départ important pour l'évaluation des actifs d'impôt différé.

L'actif d'impôt différé comporte des soldes qui sont tributaires des bénéfices imposables futurs dans le cas où les entités pertinentes subissent des pertes soit durant l'exercice en cours, soit à l'exercice précédent. Le total de l'actif d'impôt différé pour les entités visées les plus importantes était de 1 340 \$ au 30 juin 2016 (1 434 \$ au 31 décembre 2015).



15. Information sectorielle

Résultat net consolidé

Pour le trimestre clos le 30 juin 2016

Pour le trimestre clos le 30 juin 2016			Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits					
Total des primes, montant net	2 896 \$	1 267 \$	2 708 \$	— \$	6 871 \$
Produits nets tirés des placements – Produits nets tirés des placements –					
réguliers Variations de la juste valeur par le	665	420	487	4	1 576
biais du résultat net	940	526	1 663	_	3 129
Total des produits nets tirés des	-				
placements	1 605	946	2 150	4	4 705
Honoraires et autres produits	369	555	307	_	1 231
	4 870	2 768	5 165	4	12 807
Prestations et charges					
Sommes versées ou créditées aux					40.00
titulaires de polices	3 632	1 996	4 407	_	10 035
Autres ⁽¹⁾	833	645	374	6 3	1 858
Charges financières Amortissement des immobilisations	26	35	11	3	75
incorporelles à durée déterminée	17	20	7	_	44
Coûts de restructuration et d'acquisition		4	1	_	5
Bénéfice (perte) avant impôt	362	68	365	(5)	790
Charge (économie) d'impôt	23	12	46	(5)	76
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le					
contrôle	339	56	319	_	714
Participations ne donnant pas le contrôle	11	1	1	_	13
Bénéfice net (perte nette)	328	55	318	_	701
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	26	_	4	_	30
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	302	55	314	_	671
Incidence de la répartition du capital	25	(2)	(21)	(2)	_
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs		, ,		` ,	674 ^
d'actions ordinaires	327 \$	53 \$	293 \$	(2) \$	671 \$

⁽¹⁾ Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.



15. Information sectorielle (suite)

Pour le trimestre clos le 30 juin 2015

•				Exploitation	
	Exploitation	Exploitation	Exploitation	générale	T-4-1
Produits	canadienne	américaine	européenne	de Lifeco	Total
Total des primes, montant net	2 839 \$	905 \$	1 772 \$	— \$	5 516 \$
Produits nets tirés des placements	2 000 ψ	303 ψ	1772 ψ	— ψ	3310 ψ
Produits nets tirés des placements –					
réguliers	630	390	498	1	1 519
Variations de la juste valeur par le	(4.404)	(500)	(0.000)		(4.00=)
biais du résultat net	(1 181)	(566)	(2 290)		(4 037)
Total des produits nets tirés des placements	(551)	(176)	(1 792)	1	(2 518)
Honoraires et autres produits	366	577	283		1 226
	2 654	1 306	263	1	4 224
5					
Prestations et charges Sommes versées ou créditées aux					
titulaires de polices	1 460	543	(415)		1 588
Autres ⁽¹⁾	775	614	322	4	1 715
Charges financières	29	35	10	1	75
Amortissement des immobilisations					
incorporelles à durée déterminée	15	18	4	_	37
Coûts de restructuration et d'acquisition	•	3	11		14
Bénéfice (perte) avant impôt	375	93	331	(4)	795
Charge (économie) d'impôt	47	22	18	(1)	86
Bénéfice net (perte nette) avant les	220	74	242	(2)	700
participations ne donnant pas le contrôle	328 16	71 2	313 1	(3)	709 19
Participations ne donnant pas le contrôle	312	<u>2</u> 69	312	(2)	690
Bénéfice net (perte nette) Dividendes – détenteurs d'actions	312	69	312	(3)	690
privilégiées	26	_	5	_	31
Bénéfice net (perte nette) avant la					
répartition du capital	286	69	307	(3)	659
Incidence de la répartition du capital	22	(2)	(18)	(2)	
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs	200 #	07 A	000 #	(F) A	050 A
d'actions ordinaires	308 \$	67 \$	289 \$	(5) \$	659 \$

⁽¹⁾ Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.



15. Information sectorielle (suite)

Pour le semestre clos le 30 juin 2016

·			Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits			•		
Total des primes, montant net	5 757 \$	2 647 \$	5 482 \$	— \$	13 886 \$
Produits nets tirés des placements Produits nets tirés des placements – réguliers	1 401	874	970	4	3 249
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 477	1 007	3 055	_	5 539
Total des produits nets tirés des					
placements	2 878	1 881	4 025	4	8 788
Honoraires et autres produits	731	1 126	628		2 485
	9 366	5 654	10 135	4	25 159
Prestations et charges Sommes versées ou créditées aux					
titulaires de polices	6 933	4 108	8 672	_	19 713
Autres ⁽¹⁾	1 650	1 331	733	10	3 724
Charges financières Amortissement des immobilisations	55	72	23	3	153
incorporelles à durée déterminée Coûts de restructuration et	33	42	15	_	90
d'acquisition	_	7	2	_	9
Bénéfice (perte) avant impôt	695	94	690	(9)	1 470
Charge (économie) d'impôt	74	(28)	59	(5)	100
Bénéfice net (perte nette) avant les participations ne donnant pas le					
contrôle	621	122	631	(4)	1 370
Participations ne donnant pas le contrôle	16	2		_	18
Bénéfice net (perte nette)	605	120	631	(4)	1 352
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	52	_	9		61
Bénéfice net (perte nette) avant la répartition du capital	553	120	622	(4)	1 291
Incidence de la répartition du capital	50	(4)	(42)	(4)	_
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	603 \$	116 \$	580 \$	(8) \$	1 291 \$

⁽¹⁾ Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.



15. Information sectorielle (suite)

Pour le semestre clos le 30 juin 2015

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits					
Total des primes, montant net Produits nets tirés des placements Produits nets tirés des placements –	5 506 \$	1 634 \$	5 308 \$	— \$	12 448 \$
réguliers Variations de la juste valeur par le	1 259	785	1 011	_	3 055
biais du résultat net	195	(334)	(945)		(1 084)
Total des produits nets tirés des					
placements	1 454	451	66	_	1 971
Honoraires et autres produits	724	1 150	610		2 484
	7 684	3 235	5 984		16 903
Prestations et charges					
Sommes versées ou créditées aux	5 225	1 664	4 500		44 477
titulaires de polices Autres ⁽¹⁾	5 ZZ5 1 538	1 200	4 588 646	 8	11 477 3 392
Charges financières	58	71	22	1	152
Amortissement des immobilisations	30	, ,	22		102
incorporelles à durée déterminée	29	35	9	_	73
Coûts de restructuration et					
d'acquisition		4	17		21
Bénéfice (perte) avant impôt	834	261	702	(9)	1 788
Charge (économie) d'impôt	170	66	76	(2)	310
Bénéfice net (perte nette) avant les					
participations ne donnant pas le contrôle		195	626	(7)	1 478
Participations ne donnant pas le contrôle	49	4	3	_	56
Bénéfice net (perte nette)	615	191	623	(7)	1 422
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	52	_	11	_	63
Bénéfice net (perte nette) avant la					
répartition du capital	563	191	612	(7)	1 359
Incidence de la répartition du capital	44	(3)	(37)	(4)	
Bénéfice net (perte nette) – détenteurs d'actions ordinaires	607 \$	188 \$	575 \$	(11) \$	1 359 \$

⁽¹⁾ Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

16. Chiffres correspondants

La Compagnie a corrigé le classement de passifs d'impôt différé de 73 \$ pour les transférer dans les passifs relatifs aux contrats d'investissement afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur le bénéfice net de la Compagnie.



Le présent rapport est imprimé sur du papier contenant au moins 30 % de fibres recyclées après consommation. Lorsque vous aurez terminé la lecture du présent rapport, veuillez le mettre au recyclage. Vous pouvez également le télécharger en vous rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com.